

Les ateliers de la Fraternité



**FAIRE DE LA
JEUNESSE
UNE GRANDE
CAUSE NATIONALE**



Ville de
**Fleury-
Mérogis**



**PUBLICATION DE LA VILLE
DE FLEURY-MÉROGIS**

Ville de Fleury-Mérogis

12 rue Roger-Clavier
91700 Fleury-Mérogis
Tél. : 01 69 46 72 23
Fax : 01 69 46 72 37
www.fleurymerogis.fr

 [villedefleurymerogis](https://www.facebook.com/villedefleurymerogis)

 [@VMerogis](https://twitter.com/VMerogis)

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
MAIRE DE FLEURY-MÉROGIS**

• Olivier Corzani

DIRECTEUR DE CABINET

• Vincent Clédière

RÉDACTION

• Vincent Clédière
• Hugo Gil
• Princy Borgne

RÉALISATION

• Sébastien Thommassey
• Sophie Rouxel

IMPRIMEUR

IMPRIMERIE GRENIER
94250 Gentilly
Tél. : 01 46 15 83 00

AVANT-PROPOS

Le 26 juillet 2022, un jeune Floriacumois de 17 ans perdait la vie à l'issue d'un règlement de comptes auquel il n'était pas impliqué.

Au-delà du deuil et de la colère qui s'en sont tout naturellement suivis, cette terrible tragédie est un choc profond pour un territoire. Depuis déjà de nombreuses années, Fleury-Mérogis fait partie de ces communes concernées par les rixes entre quartiers. Ces affrontements qui se multiplient ont atteint leur point d'orgue avec ce décès.

Malheureusement, Fleury-Mérogis n'est pas un cas isolé. De Lille à Marseille, de Brest à Strasbourg, ce phénomène concerne l'ensemble du territoire national. Il y a donc nécessité d'une mobilisation générale, du jeune jusqu'aux plus hautes autorités.

Trop souvent, le décès d'un jeune donne lieu au même schéma : une émotion forte autour d'un sujet traité médiatiquement comme un fait divers local. Des acteurs locaux qui cherchent à proposer des solutions, dans la réalité de leur possibilité, et en espérant que ce sera suffisant pour éviter un nouveau drame.

Les violences entre jeunes sont à voir comme un symptôme trouvant ses ressorts dans les problématiques qui touchent notre société et auxquelles les jeunes générations sont plus sensibles : un vécu d'exclusion, des difficultés liées à la parentalité, à la question de l'enclavement spatial et symbolique des quartiers, en passant par la formation, l'emploi ou encore l'accès aux droits.

Les causes qui conduisent à ces éclatements de violence sont multiples. Elles appellent donc à agir avec des entrées et des interlocuteurs multiples. Il n'existe pas de solutions miracles ou simplistes. Il y a nécessité de recul et de profondeur.

Les collectivités territoriales ont des compétences diverses et donc complémentaires. La Commune, échelon de proximité par excellence, est évidemment la première concernée. Le Département, par ses compétences en terme de prévention spécialisée, de solidarité, de scolarité du second degré, est un interlocuteur indispensable. La Région, identifiée sur les transports, la formation, les lycées, constitue également un maillon essentiel. L'État, par son rôle d'impulsion nationale, à travers ses compétences régaliennes, la police, l'école, la Justice, sa capacité législative, est, enfin, l'échelon incontournable de la Nation.

Nous avons donc tous ici une responsabilité à assumer : les jeunes, les parents, les collectivités territoriales, la République.

Ensemble, nous sommes la solution, du quartier à l'Élysée.

Ce sujet englobe nécessairement l'ensemble du champ républicain. Il ne s'agit pas de limiter notre approche aux seuls faits de violence. Au cours de ces ateliers, nous nous sommes intéressés à la jeunesse, en tentant de penser les conditions dans lesquelles elle se construit. Il n'existe d'ailleurs pas une jeunesse, monolithique, mais bien des jeunes, avec leurs particularités et leurs similarités.

C'est pourquoi, il nous est apparu nécessaire de favoriser les synergies entre tous les acteurs de la jeunesse, de la prévention et de la lutte contre les rixes. Du local au national. De Fleury-Mérogis, de l'Essonne et d'ailleurs.





Cette initiative s'inscrit dans l'esprit de « la stratégie nationale de prévention de la délinquance », qui, bien qu'incomplète, pose, en effet, des orientations et des objectifs allant dans le bon sens. Il convient, néanmoins, de les faire vivre dans nos territoires, par des retours d'expériences, par la mise en commun des idées, des énergies et bonnes volontés des uns et des autres.

C'est là le sens des « ateliers de la fraternité » initiés par la Ville de Fleury-Mérogis. Fraternité, car c'est ce qui donne corps à la République; c'est ce lien indéfectible qui est censé nous unir, au-delà de nos différences. Et c'est bien ce que nous avons voulu concrétiser à travers cette initiative, en faisant rencontrer des personnes qui ne se connaissaient pas, en construisant ensemble des solutions pour notre jeunesse. Au cours de ce mois de novembre 2022, nous étions ainsi nombreux à nous retrouver pour transformer notre indignation en espoir, pour réfléchir ensemble à ce qu'il faudrait inventer, changer, améliorer dans nos actions respectives.

Ce recueil n'a, bien évidemment, pas la prétention de tout régler. Il n'est pas un catalogue de propositions pour répondre à tous les problèmes. **C'est une démarche en mouvement permanent, qui tente d'enrichir l'action publique locale et nationale sur les questions relatives à la jeunesse.** Vous y trouverez les principaux enseignements et propositions ressortis des riches échanges ayant eu lieu au cours des différents ateliers. D'ores et déjà, nous avons remporté un premier pari: celui de faire reculer la résignation, le fatalisme, face aux rixes. Celui de croire en notre jeunesse.

Olivier CORZANI
Maire de Fleury-Mérogis

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Olivier Corzani', written in a cursive style.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	6
1 • PRÉVENIR LE PASSAGE À L'ACTE	9
1.1 La médiation sociale comme outil de prévention	11
1.2 Une sécurité du quotidien et de proximité	13
1.3 Sensibiliser aux réseaux sociaux	15
2 • ACCOMPAGNER LES JEUNES VERS L'AUTONOMIE	17
2.1 Donner aux jeunes les mêmes chances de réussite dans leur scolarité et orientation	19
2.2 Favoriser l'insertion des jeunes au sein de la société	21
2.3 Soutenir les adultes dans leur rôle de parents	23
3 • AGIR POUR UNE VILLE INCLUSIVE OÙ CHACUN TROUVE SA PLACE	25
3.1 Renforcer le lien social et développer « l'aller-vers »	27
3.2 Lever les frontières symboliques entre quartiers et entre villes	29
3.3 Garantir l'accessibilité de tous les jeunes à l'offre d'activités de leur territoire	31
3.4 Valoriser les jeunes et leurs compétences	33
4 • OFFRIR AUX JEUNES ET AUX FAMILLES UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ	35
4.1 Mettre en place des infrastructures adaptées aux besoins de la jeunesse et favorisant les échanges	37
4.2 Pour un urbanisme permettant aux jeunes de se sentir bien sur leur lieu de vie	39
4.3 Pour des transports publics favorisant la mobilité et faisant reculer les fractures territoriales	41
CONCLUSION	43
ANNEXES	45

INTRODUCTION

Ces dernières années, l'Essonne est devenue le théâtre de violents affrontements entre jeunes : sur 357 rixes recensées par la direction générale de la police en 2020, près d'un quart d'entre elles étaient survenues dans le département, avec leur lot de drames et de tragédies.

En l'espace de deux ans, ce sont ainsi 5 jeunes Essonnais qui ont perdu la vie à la suite d'une rixe, soit parce qu'ils en étaient les protagonistes, soit parce qu'ils s'étaient simplement retrouvés « au mauvais moment, au mauvais endroit », comme ce fut le cas à Fleury-Mérogis le 26 juillet 2022.

Ces « rixes » renvoient toutes à ce que l'on nomme le « phénomène de bandes », une réalité sociale que certains sociologues ont tenté de définir (à l'instar de Marwan Mohammed, dans *La Formation des bandes*), c'est-à-dire des « bandes » composées essentiellement de jeunes hommes âgés de 13 à 25 ans (plus de 70 % des personnes impliquées dans les rixes seraient mineures), habitant les mêmes quartiers défavorisés, issues de familles en difficulté, et se trouvant en situation d'échec scolaire. La « bande » offrant ainsi un espace pour exister, s'affirmer, se venger en quelque sorte de ses échecs (en particulier l'échec scolaire) et échapper ainsi à une mort sociale annoncée (le chômage, l'absence de perspectives d'avenir...).

Par ailleurs, on a observé ces dernières années, d'une part, un rajeunissement des protagonistes (les mineurs impliqués sont de plus en plus jeunes), et d'autre part, une sortie de la délinquance beaucoup plus tardive (du fait, en particulier, du chômage de masse et du manque de perspectives d'avenir). À cela est venue s'ajouter une surenchère de la violence liée notamment à l'usage des réseaux sociaux et des nouvelles technologies de la communication, lesquelles agissent comme des « accélérateurs émotionnels », pour reprendre l'expression de la sociologue Véronique Le Goaziou. La crise sanitaire du COVID a également eu un impact réel sur les rixes, en jouant un rôle d'amplificateur dû à la fermeture des structures d'accueil et de loisirs.

1. Les violences comme symptôme d'une société fragilisée par les inégalités et en perte de confiance

Les violences entre jeunes ne peuvent être uniquement expliquées par des facteurs individuels ou d'ordre moral. Les rixes prennent avant tout leur racine dans un contexte social et urbain spécifique. Elles sont, en effet, en partie, le produit d'un processus de ghettoïsation géographique et social, au cours duquel se sont concentrées, dans certains quartiers, des populations fragiles cumulant chômage, fins de mois difficiles, monoparentalité ou encore difficulté d'accès à des services publics essentiels.

Ainsi, dans une étude portant sur le parcours de plus de 500 jeunes condamnés par la justice à Marseille, parue en 2016, les sociologues Laurent Mucchielli, Daphné Bibard, Célia Borelli, et Valérie Raffin, avaient démontré que le problème des rixes, et de cette culture de la violence qui touche certains jeunes des quartiers populaires, résidait essentiellement dans la force des inégalités sociales et spatiales auxquelles ils étaient confrontés, mais aussi dans les mécanismes d'exclusion par l'échec (l'échec scolaire restant le facteur numéro un).

Le cumul prolongé de ce large panel de difficultés au sein d'un même territoire a fait progresser dans l'esprit des habitants le sentiment de « délaissement », voire « d'exclusion volontaire » par les pouvoirs publics. Une situation peu acceptable selon beaucoup ayant abouti à une défiance généralisée, notamment envers les institutions et les politiques jugées loin de la population et de ses intérêts.

2. Le besoin de créer davantage de synergies sur les politiques de jeunesse

Face à un problème par définition complexe, qui cristallise des questions de parentalité, d'autorité, d'emploi, de sécurité, d'éducation... les pouvoirs publics, en lien avec les acteurs locaux et associatifs, ont, jusqu'à présent, déployé un certain nombre de dispositifs visant à s'attaquer aux maux de cette violence, et dont les mots d'ordre sont la prévention et la lutte contre les inégalités. Les réponses purement pénales ne pouvant, en effet, suffire à elles seules.

C'est tout le sens de « la stratégie nationale de prévention de la délinquance », laquelle comporte un plan d'action contre les bandes, et plus généralement de la « politique de la ville ». Mais, étant donné le caractère transversal et global des mécanismes par lesquels les violences entre jeunes surgissent, c'est finalement l'ensemble de nos politiques de jeunesse que nous devons réinterroger aujourd'hui.

De l'État, qui assume un rôle d'impulsion et de coordination, jusqu'aux parents et jeunes eux-mêmes, en passant par les associations et les collectivités locales, l'ensemble des acteurs, locaux et nationaux, doivent être invités à réinterroger la capacité de notre société et des politiques qui la régissent à réellement garantir à tous les jeunes, indépendamment de leurs origines sociales et de leur parcours, les mêmes moyens d'accéder à leur autonomie et des perspectives d'avenir tout aussi larges.



Trop souvent, alors que nous dressons les mêmes constats, nous continuons d’agir de manière trop isolée, ce qui limite la portée de nos interventions. C’est donc bien ce besoin de synergies, de dialogue entre tous les acteurs concernés, qui, outre, évidemment, le décès du jeune Floriacumois au cours de l’été 2022, a amené la commune de Fleury-Mérogis à organiser des « ateliers de la fraternité » durant le dernier trimestre 2022.

Réunis sous forme de tables rondes, des jeunes, des parents, de Fleury-Mérogis et d’ailleurs, mais aussi des acteurs institutionnels et associatifs, ont pu partager leurs points de vue, leurs idées et propositions, pour construire, ensemble, des solutions aux difficultés que rencontrent les jeunes des quartiers populaires.

Ce présent recueil vient restituer les travaux issus des différents ateliers. Nous espérons que celui-ci saura alimenter le débat démocratique et contribuer ainsi à un avenir meilleur pour notre jeunesse.

| Remerciements

Nous tenons à remercier tous celles et ceux – acteurs associatifs, institutions, jeunes, parents – qui ont pris de leur temps pour participer à ces « ateliers de la fraternité », et nourrir ainsi la réflexion collective : la préfecture de l’Essonne, la gendarmerie, la communauté d’agglomération de Cœur d’Essonne, la mission locale du Val d’Orge, les « gilets roses » de Corbeil-Essonnes, les « femmes solidaires de Villeneuve-Saint-Georges et d’ailleurs », le collectif des parents de Cœur d’Essonne, l’association « So’Parks », l’association SADA, le lycée Albert-Einstein et le collège Paul-Éluard de Sainte-Geneviève-des-Bois, le CEPFI, l’association « Il était une fois », les enseignants des écoles Robert-Desnos et Frédéric-Joliot-Curie de Fleury-Mérogis, les agents municipaux de la Ville de Fleury-Mérogis... et, bien sûr, les jeunes et parents sans qui cette initiative n’aurait pas été possible.

1

PRÉVENIR LE PASSAGE À L'ACTE

« Ça part souvent de rien », tel est le constat amer auquel se sont livrés les différents participants aux ateliers quant aux origines des rixes : un mauvais regard, un geste déplacé, une provocation, une insulte... et tout peut s'emballer très vite, notamment par le biais des réseaux sociaux, qui poussent à la surenchère dans la violence.

Aussi, si des rixes finissent par éclater, c'est parce qu'il y aurait un manque d'encadrement des jeunes sur leurs lieux de vie, dans leur quartier : livrés à eux-mêmes, sans aucune surveillance, rien ne les refrénerait dans leur passage à l'acte.

Trois axes de travail ont donc été proposés à l'issue des différents ateliers, afin de pallier à ces difficultés :

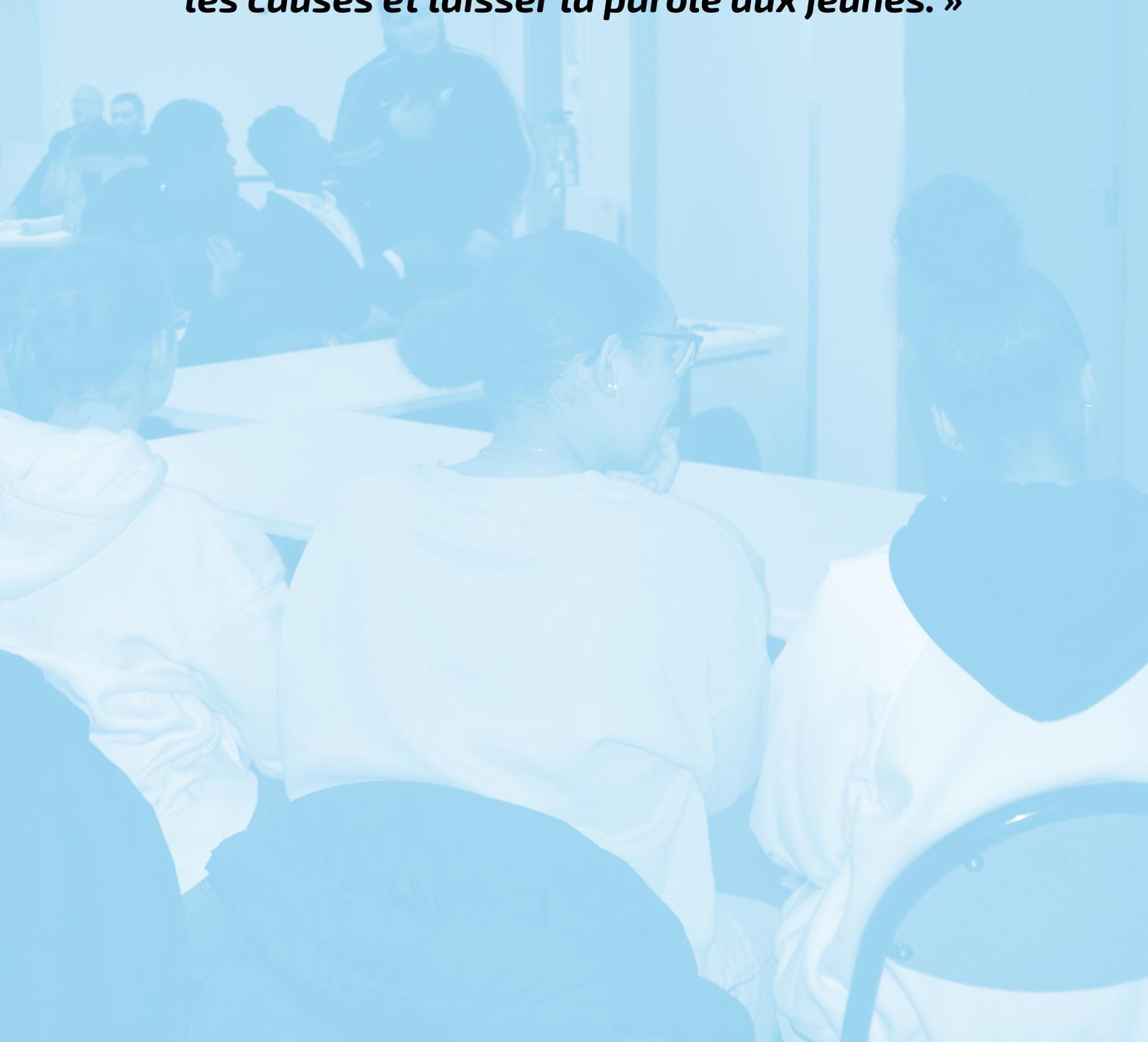
- > La médiation sociale en direction des jeunes pour éviter les dérapages.
- > Le développement d'une sécurité du quotidien et de proximité.
- > La sensibilisation aux réseaux sociaux (notamment auprès des parents) pour déceler les signaux faibles avant-coureurs et réagir à temps.



1.1

LA MÉDIATION SOCIALE COMME OUTIL DE PRÉVENTION

**« Il faut mettre en lumière la violence
qui gangrène nos quartiers, identifier
les causes et laisser la parole aux jeunes. »**



Un constat général est ressorti des ateliers : l'absence d'adultes présents sur place pour aller vers les jeunes et leur faire prendre conscience, par le dialogue et l'écoute, de la dangerosité des agissements qu'ils s'appêtent à commettre. Cela suppose, néanmoins, l'engagement de personnes formées qui connaissent les jeunes en question et dont la parole est respectée. De ce lien de confiance peut, en effet, se dénouer des tensions. Il s'agit là d'un des rôles attribués traditionnellement à la médiation : assurer une présence sociale « adulte » dans l'espace public, pour repérer les situations à risque et éviter ainsi les dérapages.

C'est pourquoi, les participants aux ateliers ont souligné l'importance :

- De déployer des équipes de médiateurs au cœur des quartiers.
- De créer des lieux d'accompagnement psychologique pour les jeunes en souffrance.

LE RECRUTEMENT DES MÉDIATEURS

Il apparaît de plus en plus difficile pour les collectivités locales et les associations de recruter des médiateurs : ce sont des emplois avec des horaires atypiques, nécessitant beaucoup d'engagement personnel, pour un salaire relativement faible. Les bons profils se font donc de plus en plus rares. De plus, la situation financière actuelle des villes populaires, lesquelles ont le plus besoin de recourir à ces métiers spécifiques, n'arrange rien : celles-ci ne peuvent proposer, en l'état, de meilleures conditions de rémunération. Cela d'autant qu'elles subissent de plein fouet ce qu'on appelle un « effet ciseau » dans leurs finances, du fait notamment de l'inflation et de la crise énergétique : les besoins sociaux à prendre en charge augmentent mécaniquement, tandis que les ressources financières se rétractent.

Il ressort des ateliers de la fraternité la nécessité de revaloriser ces métiers en tension, ainsi que de développer les rémunérations et les formations correspondantes. Ces revalorisations devraient également s'accompagner des moyens nécessaires pour les collectivités qui identifient le besoin de se doter de ces services spécifiques.

1.2

UNE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN ET DE PROXIMITÉ

—

« Je n'ai pas compris pourquoi il y avait des bagarres, on a peur que ça puisse nous arriver. »

GENDARM

Devant le risque d'une rixe, parents et jeunes finissent par avoir peur de sortir de chez eux, délaissant ainsi l'espace public. Ils ne se sentent plus en sécurité. À cet égard, beaucoup ont déploré l'absence d'une véritable police de proximité (la police et la gendarmerie étant, selon eux, davantage tournées vers des logiques d'intervention), ou encore le manque de moyens humains dévolus aux forces de l'ordre. Ce déficit aurait, en outre, conduit à une cassure et une absence de dialogue entre policiers/gendarmes et jeunes : ces derniers ne se connaîtraient pas suffisamment, créant un climat d'incompréhension et de méfiance des deux côtés. Aussi, la police et la gendarmerie interviendraient trop tardivement, bien souvent après le moment où a débuté le drame.

Face à ces problèmes, il a été proposé :

- De favoriser les liens de proximité entre la police républicaine (police et gendarmerie) et les populations des quartiers populaires. L'importance de la régularité de ce lien et de son inscription dans le temps long étant revenue très régulièrement au cours des échanges.
- L'instauration de temps de dialogues spécifiques entre jeunes et forces de l'ordre, au travers de rencontres/débats, ou encore d'activités qui sortent du quotidien (tournois sportifs, etc.).

La « police de sécurité du quotidien »

En 2018 avait été lancée la « police de sécurité du quotidien ». Concrètement, s'agissant de la communauté de brigade dont relève la commune de Fleury-Mérogis, deux/trois gendarmes se partageaient les cinq communes composant la COB, avec des temps de présence équivalents. Ce dispositif, salubre, mériterait d'être repensé avec un certain nombre d'améliorations pour qu'il tienne davantage compte des particularités de chaque commune. À Fleury-Mérogis, cela pourrait prendre, par exemple, la forme d'une unité locale de six gendarmes spécifiquement dédiée à la commune, afin d'y assurer une présence physique régulière.

La police municipale

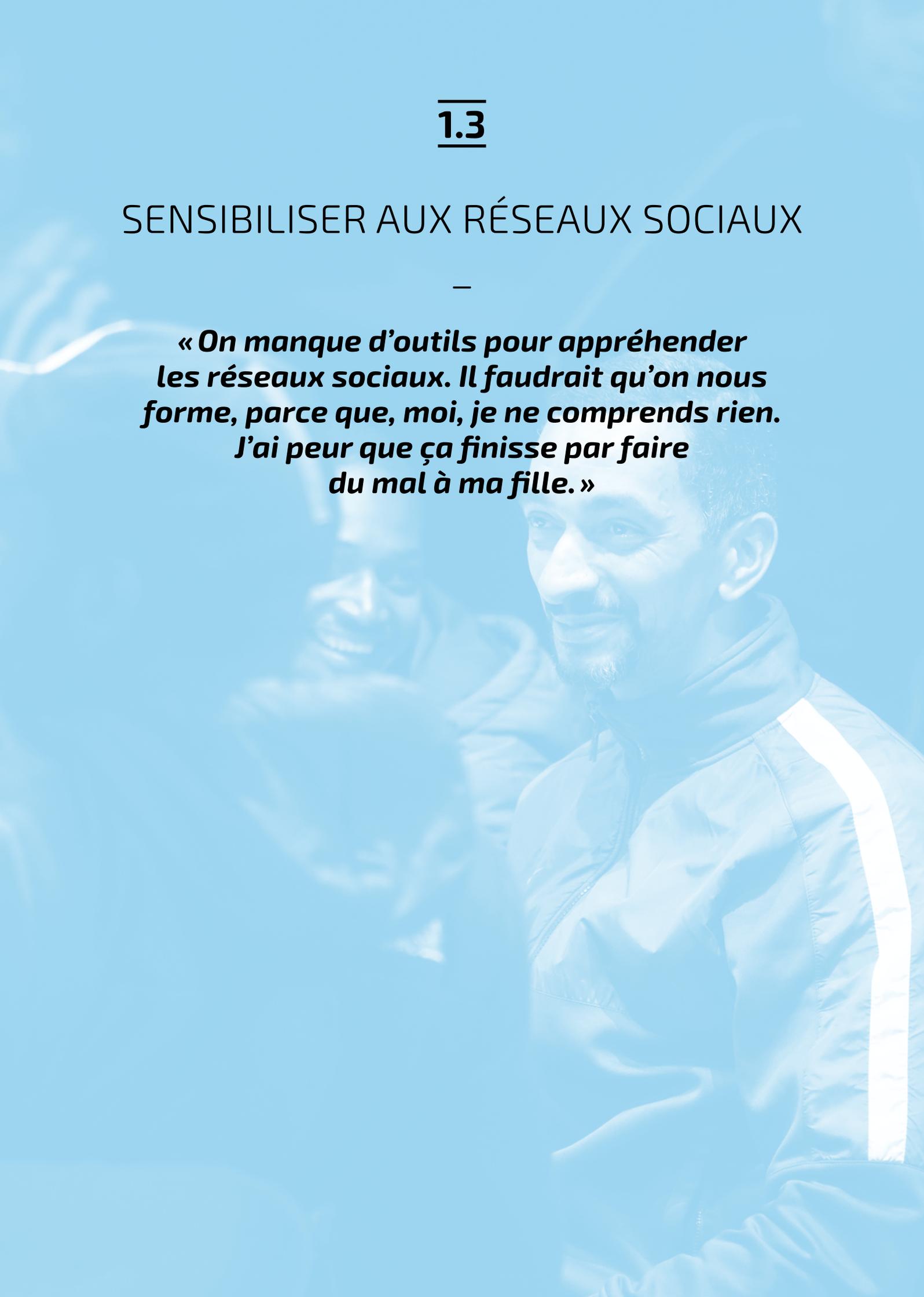
La police municipale peut constituer une forme de police de proximité. Néanmoins, toutes les communes ne sont pas à égalité devant cet outil. En effet, dans le contexte actuel qui fragilise fortement les finances des villes populaires, ces dernières ne disposent pas forcément des moyens nécessaires pour créer ou développer une police municipale. Il en résulte, de fait, des fractures territoriales en matière de droit à la sécurité. La création d'une dotation « police municipale », au bénéfice des communes les plus modestes, pourrait ainsi constituer une réponse pertinente à cette inégalité.

1.3

SENSIBILISER AUX RÉSEAUX SOCIAUX

—

« On manque d'outils pour appréhender les réseaux sociaux. Il faudrait qu'on nous forme, parce que, moi, je ne comprends rien. J'ai peur que ça finisse par faire du mal à ma fille. »



Les réseaux sociaux demeurent le moyen de communication privilégié des jeunes générations.

Ces derniers comportent à la fois des aspects positifs (accès à l'information, contenus éducatifs, sociabilité...), mais aussi négatifs (harcèlement, pratiques prostitutionnelles, affrontements...) susceptibles de créer de la violence et de faire dérapier une situation à risque. En effet, beaucoup de choses se passent sur les réseaux sociaux avant qu'une rixe n'éclate.

Au cours des cinq ateliers, nombreux ont été les adultes présents, et notamment les parents, à souligner le besoin d'être suffisamment formés aux codes de communication utilisés par les jeunes : en y décelant les signaux faibles éventuels, ceux-ci seraient davantage en capacité de réagir à temps et de donner l'alerte.

Dans cette perspective, il a été proposé :

- Des actions de sensibilisation sur les risques liés aux réseaux sociaux.

2

ACCOMPAGNER LES JEUNES VERS L'AUTONOMIE

La jeunesse constitue une période charnière dans la construction d'un individu. Une période décisive au cours de laquelle on est amené à faire des choix importants, en matière de scolarité ou d'orientation, et qui détermineront en partie notre vie future d'adulte. Les échanges lors des ateliers ont dressé le portrait d'une jeunesse qui paraît néanmoins perdue face à l'institution scolaire et au monde du travail, ce décalage pouvant créer de la frustration et fabriquer du décrochage et donc, in fine, de l'exclusion. Or, on sait que l'exclusion par l'échec (qu'il soit scolaire, professionnel, social...) demeure le facteur premier dans les phénomènes de bandes. Ce mécanisme d'exclusion est d'autant plus aggravé que le contexte actuel s'avère particulièrement anxiogène (manque de perspectives d'avenir en raison de la crise économique et sociale, crise sanitaire...). Devant cette situation, certains parents semblent, par ailleurs, désarmés, voire impuissants, pour aider leurs enfants.

Les échanges menés lors des ateliers font ressortir trois axes de travail concernant ce sujet :

- L'accompagnement des jeunes dans leur scolarité et leur orientation (lutter contre le décrochage scolaire).
- L'insertion économique et citoyenne des jeunes.
- L'accompagnement des adultes dans leur rôle de parent.

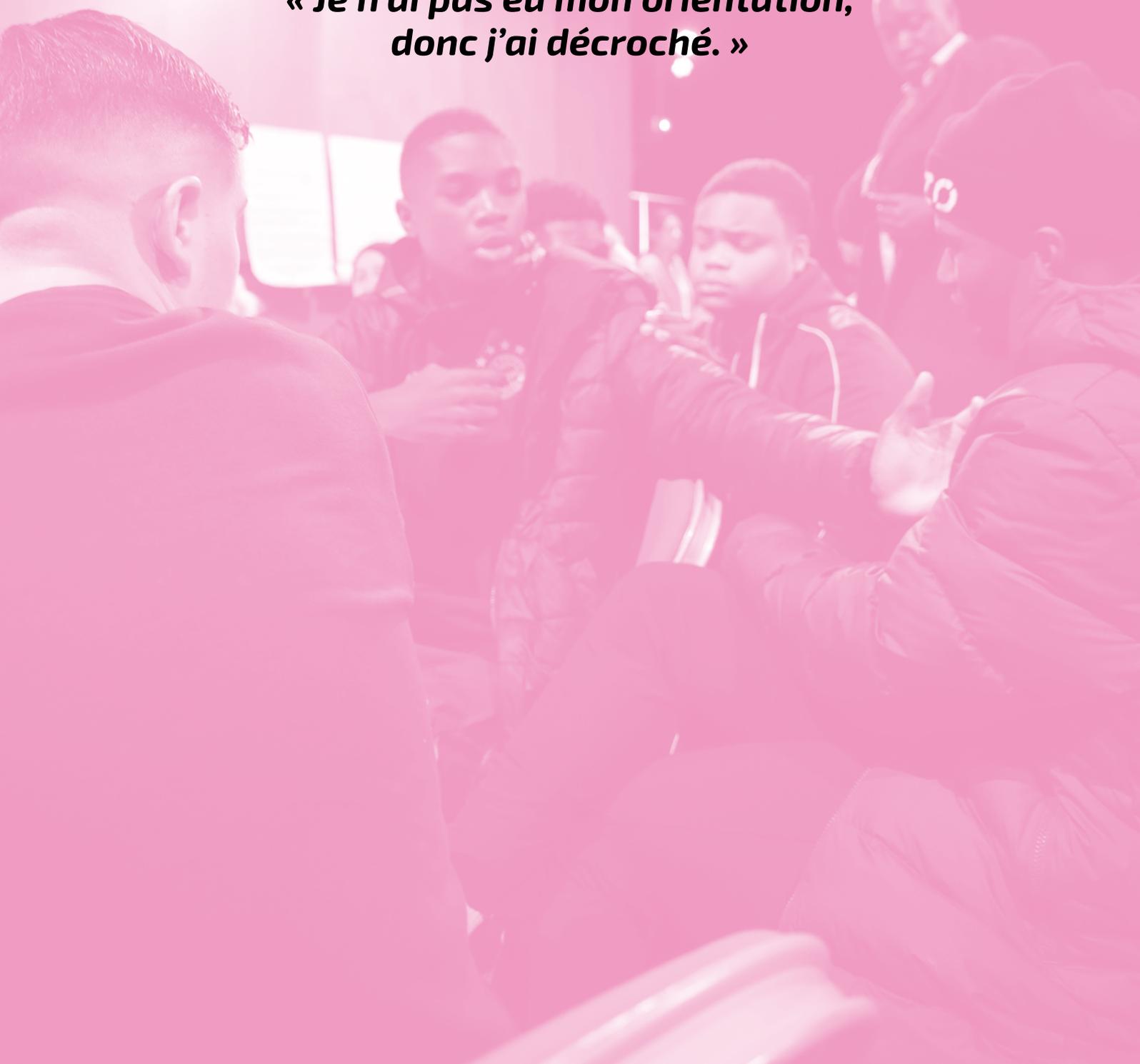


2.1

DONNER AUX JEUNES LES MÊMES CHANCES DE RÉUSSITE DANS LEUR SCOLARITÉ ET ORIENTATION

—

**« Je n'ai pas eu mon orientation,
donc j'ai décroché. »**



Beaucoup de participants aux ateliers ont estimé que trop de jeunes étaient mal orientés dans leur cursus scolaire, soit par manque d'information ou tout simplement par manque de places dans les formations demandées. Parcoursup a, par exemple, souvent été comparé à une « usine à gaz ». D'une manière générale, l'institution scolaire ne préparerait pas assez à la vie d'adulte, à la vie professionnelle et ne valoriserait pas toutes les compétences. Ce décalage entre l'école, ses exigences et les attentes des jeunes, fabriquerait ainsi de la frustration et donc du décrochage. D'autres participants ont également pointé du doigt, comme explication de cet échec, les classes surchargées, des horaires de cours trop lourds, le manque de soutien scolaire, ou encore le manque de temps dont disposent les enseignants pour bien informer leurs élèves sur les choix d'orientation possibles.

Lors des ateliers, les participants ont donc fait part des propositions suivantes :

- De nombreux jeunes ont, en effet, évoqué, la lourdeur des journées scolaires et proposent donc de réfléchir à des journées moins chargées. Ce temps ainsi libéré devant permettre la pratique d'activités parascolaires tournées vers le sport, la culture ou la découverte du monde professionnel.
- La diminution du nombre d'élèves par classe au collège et au lycée.
- Il a souvent été question de réinterroger Parcoursup, son fonctionnement, sa lisibilité. L'orientation est, en effet, souvent revenue comme source d'angoisse et facteur d'échec. Les jeunes se sentent désarmés et démunis face à un système complexe dans sa capacité à orienter.
- Pour alléger le nombre d'effectifs par classe et assurer un meilleur accompagnement individualisé pour les élèves les plus en difficulté, le recrutement d'enseignants a plusieurs fois été suggéré.
- Le développement de réseaux d'entraide entre jeunes (tutorats, parrainages...), où les plus grands aideraient les plus jeunes.
- Une meilleure communication en direction des jeunes concernant les dispositifs de soutien scolaire.
- L'intégration de modules/cours spécifiques sur l'orientation scolaire/ professionnelle a également été proposée.

Recruter et former des enseignants : un exercice de plus en plus difficile

En raison de conditions de travail et de rémunération jugées peu attractives, on note, ces dernières années, une crise de vocation et de recrutement dans les métiers de l'enseignement. En 20 ans, selon un rapport du Sénat, leur rémunération a baissé entre 15 et 25 % en euros constants. Récemment, le Gouvernement a engagé une politique de rattrapage en matière de salaires.

2.2

FAVORISER L'INSERTION DES JEUNES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ

—

« Il faudrait au lycée une matière pour nous apprendre la vie, les choses concrètes qui peuvent nous servir, comment payer son loyer, ses impôts, trouver un appartement ou faire des papiers administratifs. Nous, sinon, on est perdu. »



Outre le décrochage scolaire, l'absence de perspectives dans le monde du travail peut aussi nourrir un engrenage dans la violence. C'est l'un des constats qui ressort des ateliers de la fraternité. À cet égard, on retrouve la même difficulté que pour l'institution scolaire : les jeunes sont tout aussi « perdus », « désorientés », face au marché du travail. Il en va de même s'agissant de tout ce qui relève de l'accès aux droits (logement, santé...), et cela en dépit de certains dispositifs lancés à l'échelle nationale, à l'instar de « un jeune, une solution ». Les jeunes présents aux ateliers, ont essentiellement reproché aux institutions censées les accompagner (recherche d'emploi, accès aux droits, formation...), de ne pas aller suffisamment vers eux (« *on ne veut pas de gens derrière un bureau* »). Par ailleurs, le manque d'offres de stages et de formations, couplé à la faiblesse des rémunérations proposées, joueraient un effet délétère sur leur motivation (« *il y a un rapport nouveau avec l'argent. Quand un jeune est au quartier pour faire de l'argent, c'est difficile de lui proposer des alternatives plus rétributives, même sur le long terme* »). À cela s'ajoutent des discriminations territoriales, voire ethniques, à l'embauche, ainsi que des difficultés d'ordre plus culturelles : certains jeunes issus de l'immigration sont partagés entre la culture de leurs parents et celle de leur pays, la France. Tous ces éléments, pris dans leur ensemble, agissent ainsi comme un frein à une intégration réussie au sein de la société, et donc à un passage plus serein vers l'âge adulte et une citoyenneté active.

C'est pourquoi, devant ces problématiques soulevées au cours des ateliers, il a été proposé :

- La création d'un réseau de solidarité et d'entraide entre les entreprises et les jeunes, à l'échelle d'un bassin de vie : il s'agirait de faire rencontrer jeunes et entreprises pour que chacun puisse élargir son « réseau » et trouver des opportunités. Ce réseau pourrait ainsi se traduire concrètement par la création d'une bourse de stages, par l'organisation de jobs-dating, par des actions de sensibilisation aux codes de la vie professionnelle...
- Le développement de l'alternance en incitant, voire contraignant, les entreprises à y avoir recours.
- La mise en place de dispositifs « d'aller vers » au sein des antennes locales de Pôle emploi, des missions locales et des points information jeunesse.
- Une meilleure rémunération des stages, formations et alternances.
- L'instauration de parrainages républicains de la part de jeunes qui ont réussi sur le plan professionnel.
- De réfléchir à des dispositifs qui permettent aux jeunes de s'investir pour le collectif.
- La création d'un service civique obligatoire, comme moment de brassage fondateur et rituel pour chaque génération.

2.3

SOUTENIR LES ADULTES DANS LEUR RÔLE DE PARENTS

—

« Les parents ont aussi un rôle à jouer. Il faut plus les impliquer, les accompagner, dans la parentalité, mais aussi sur les difficultés personnelles qu'ils peuvent rencontrer. »



Lors des ateliers, tous les participants se sont accordés sur le rôle crucial que peuvent jouer les parents dans la prévention des violences.

Il a notamment été ici évoqué les difficultés que peuvent rencontrer certains d'entre eux dans l'éducation de leurs enfants. Des parents peuvent se sentir dépassés, impuissants, devant les comportements à risque de ces derniers et ne pas savoir auprès de quels dispositifs ou acteurs solliciter de l'aide. La jeunesse d'aujourd'hui n'étant pas la même que celle d'hier, savoir comment réagir et surtout comment parler aux jeunes générations n'est pas toujours aisé.

Plusieurs explications ont été avancées, comme la précarité ou l'exercice d'emplois atypiques, qui éloigneraient les parents de leurs enfants. La monoparentalité, la non-maîtrise de la langue française, l'absence d'études et la méconnaissance des attentes et exigences de l'institution scolaire ont également été mentionnées.

Il a donc été proposé :

- Le développement d'un réseau d'entraide entre parents.
- La création d'espaces d'écoute identifiés pour les parents qui ont besoin d'aide (par exemple des espaces de soutien et de médiation psychologique...), en s'inspirant des dispositifs de soutien à la parentalité déployés par la CAF.

La question de la lutte contre la précarité : un combat national

La précarité constitue un frein manifeste à une bonne éducation investie et soutenue. Elle crée un environnement familial instable, incertain, qui se répercute inévitablement sur le développement de l'enfant. C'est pourquoi, il apparaît urgent d'augmenter les bas-salaires et de sécuriser l'emploi. Un travail stable et un salaire décent permettent aux parents de consacrer plus de temps à son/ses enfant(s). Ces conditions amènent une stabilité qui le dégage du souci du quotidien immédiat.

3

AGIR POUR UNE VILLE INCLUSIVE OÙ CHACUN TROUVE SA PLACE

En nommant cette initiative les « ateliers de fraternité », nous avons déjà identifié une difficulté qui parcourt et fracture notre société, laquelle n'échappe pas à notre jeunesse : nous nous individualisons de plus en plus. De fait, les solidarités locales et notre capacité à « faire société », s'en trouvent affaiblies, pouvant ainsi nourrir un sentiment de défiance entre adultes et jeunes. Les participants aux ateliers ont largement partagé ce constat. Il en résulte, par conséquent, un besoin important de recréer du lien social, pour s'entraider, mais également pour aider et accompagner au mieux cette jeunesse parfois en déshérence.

À cet égard, quatre axes de travail ont été retenus :

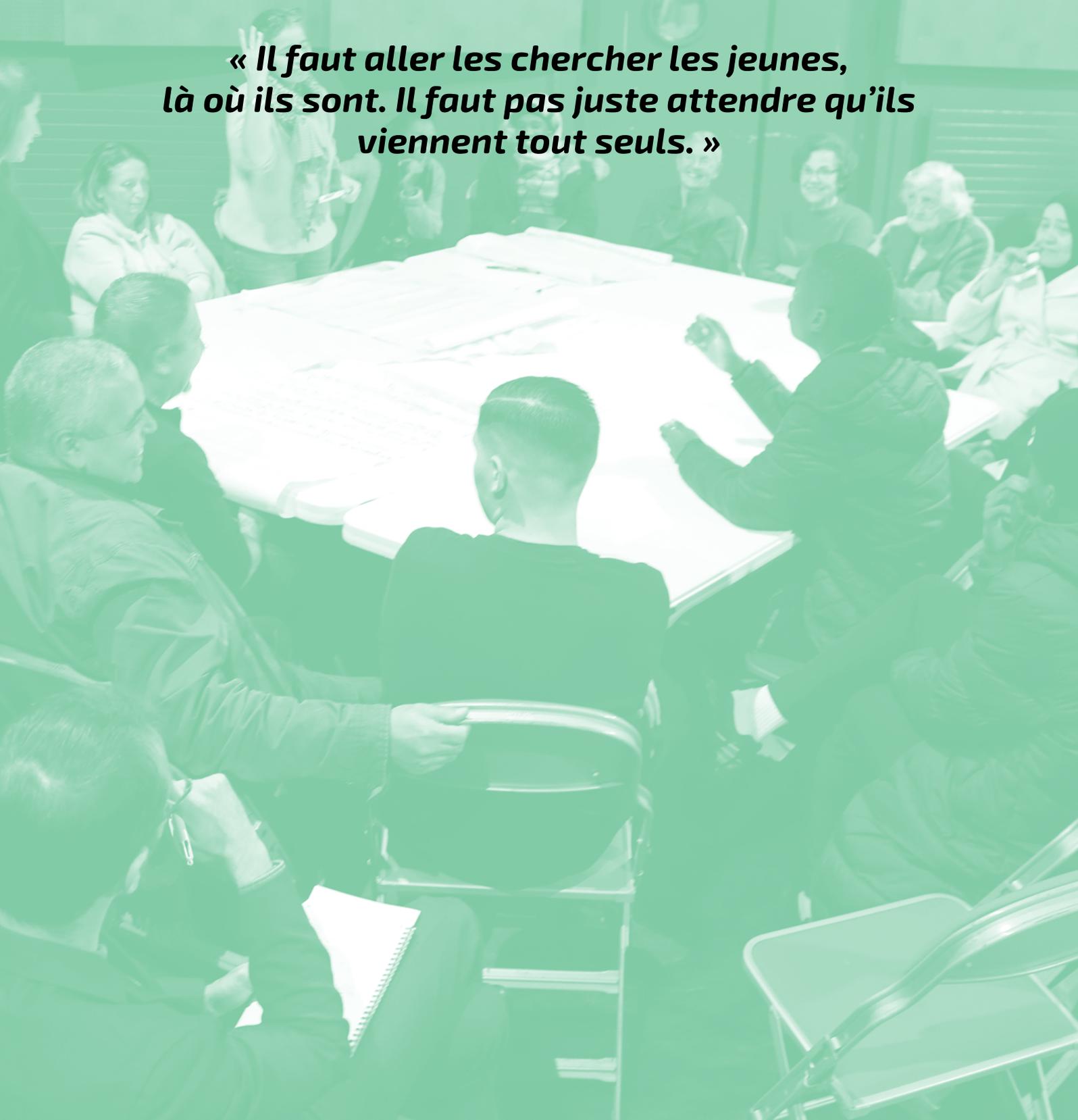
- > Favoriser les échanges pour recréer du lien social.
- > Développer des actions inter-quartiers et inter-villes, afin de lever les frontières symboliques.
- > Rendre plus accessibles les actions culturelles, sportives et conviviales en direction de la jeunesse.
- > Valoriser la jeunesse et développer ses compétences, pour lui redonner confiance et lui permettre de s'épanouir.

3.1

RENFORCER LE LIEN SOCIAL ET DÉVELOPPER « L'ALLER-VERS »

—

***« Il faut aller les chercher les jeunes,
là où ils sont. Il faut pas juste attendre qu'ils
viennent tout seuls. »***



Lors de ces ateliers de la fraternité, est régulièrement revenue la question du lien social : comment recréer du commun avec les jeunes ? Comment retrouver des formes de dialogues apaisés ? Comment recréer du lien intergénérationnel ? Telles ont été, à ce sujet, les principales interrogations ressortant des discussions.

Beaucoup ont également estimé que la société mettait en compétition les gens entre eux, en particulier les jeunes, nuisant ainsi à l'esprit de solidarité et à l'émergence de projets susceptibles de favoriser la rencontre et l'échange. Il se crée en conséquence une distance, voire une défiance, entre adultes et jeunes.

Devant ces difficultés, plusieurs propositions ont été formulées :

- Mettre en place davantage d'activités ludiques, conviviales et fédératrices, sur le modèle des fêtes de ville, des kermesses et soirées solidaires.
- « Aller vers les jeunes » pour les mobiliser sur les dispositifs déjà en place. Il ne faut pas juste attendre qu'ils viennent d'eux-mêmes mais, au contraire, les solliciter aux endroits et aux horaires où ils sont disponibles, par l'intermédiaire d'actions et de mobilisations sur le terrain de type « hors les murs », afin d'écouter leur parole et d'identifier correctement leurs besoins et attentes.
- Maintenir et recréer des lieux où l'on fait dialoguer tous les habitants et toutes les générations. Certains évoquent ces ateliers comme étant un bon exemple de moment de dialogue et souhaitent leur pérennisation.
- Impliquer davantage les parents dans l'organisation de temps conviviaux à destination des jeunes, afin de favoriser le dialogue entre eux.
- Le développement d'activités intergénérationnelles sous forme de rencontres/débats entre jeunes et parents.

3.2

LEVER LES FRONTIÈRES SYMBOLIQUES ENTRE QUARTIERS ET ENTRE VILLES

« Il faut que les petits apprennent, dès la maternelle et la primaire, que les enfants des autres villes, ils sont comme eux. Comme ça, en les faisant devenir amis quand ils sont petits, ils ne se battront pas quand ils auront notre âge. »

Si les participants aux ateliers ont pu exprimer clairement leur souhait de recréer du lien social, ils ont également souligné la nécessité de créer des ponts entre les villes et les quartiers.

Ainsi, les jeunes de villes différentes présenteraient des points communs mais resteraient trop sur la défensive les uns vis-à-vis des autres. En effet, ceux-ci ne se connaîtraient pas assez et resteraient enfermés dans les conflits hérités de leurs aînés. L'école pourrait être un bon facteur de rapprochement. Néanmoins, elle apparaît davantage comme étant un lieu d'exacerbation des conflits.

Aussi, le sentiment de frontière entre villes et de rivalité serait exacerbé par la faiblesse des structures intercommunales et les inégalités entre villes, conduisant à une opposition des populations entre elles.

Pour pallier à cette défiance entre habitants de villes et de quartiers différents, plusieurs propositions ont pu émerger lors des discussions :

- Organiser divers événements et activités entre villes « rivales » pour que les habitants et les jeunes se mélangent et apprennent à se connaître dans des moments conviviaux, et ce, dès les plus jeunes âges, avant que les conflits n'aient eu le temps de s'enraciner. Il a été, notamment, proposé comme activités inter-villes : une journée de l'amitié ; un tournoi de foot ; un chantier participatif pour les jeunes de différentes villes ; des voyages pédagogiques et culturels ; la réalisation d'un clip...
- Développer des actions qui ouvrent les quartiers au reste de la ville (organiser des sorties sportives et culturelles inter-quartiers pour les jeunes ; création d'un « marché inter-quartier »...).
- S'appuyer davantage sur l'intercommunalité pour créer une vraie politique territoriale cohérente, favorisant le lien entre les communes et leurs habitants. Il s'agirait, notamment, de porter des projets coopératifs entre les différentes structures jeunesse et centres sociaux le cas échéant.

3.3

GARANTIR L'ACCESSIBILITÉ DE TOUS LES JEUNES À L'OFFRE D'ACTIVITÉS DE LEUR TERRITOIRE

—

« Dans la vie de tous les jours, on ne fait rien, on parle entre nous. C'est bien aussi des fois de rien faire, mais c'est aussi parce qu'on manque d'activités. »

(11-14 ans)
(15-19 ans)
activités : la ou game, escape game
5-25 ans! (musées)
activités cultur

oute la

Le besoin d'activités culturelles et sportives, ainsi que de moments conviviaux, est ressorti de nombreuses fois au cours des cinq ateliers. La question de l'accessibilité et de l'adéquation de ces activités aux disponibilités et envies des jeunes a également été soulevée.

Le jeu et le divertissement constituent de bons moyens pour les jeunes de s'échapper du poids du quartier, car ils permettent d'interagir avec les autres, d'apprendre à se comporter dans un collectif, et d'apprendre de nouveaux savoirs tout aussi importants dans le quotidien que le contenu scolaire. Il en va de même s'agissant de la pratique sportive.

Concernant la commune de Fleury-Mérogis, beaucoup d'activités sont proposées en ce sens. Toutefois, certains parents n'ont pas les moyens d'y inscrire leurs enfants et notent que certaines infrastructures extérieures sont vieillissantes. De plus, un point de vigilance a également été soulevé à propos des clubs sportifs et, notamment, de football : certains allant recruter les « meilleurs » des autres villes au détriment des jeunes Floriacumois.

Malgré une offre relativement riche, le mélange des tranches d'âge dans les structures et activités proposées aux jeunes peut également poser problème, d'autant que les horaires indiqués ne correspondent pas forcément à leurs disponibilités.

Enfin, une attention particulière s'est portée sur le risque d'enfermer les jeunes dans les seuls items « rap et foot ».

Pour répondre à ces constats, plusieurs pistes de solutions ont été évoquées :

- Développer un service jeunesse ambitieux, qui soit le pilier de la ville en terme d'animations pour les jeunes, en proposant des activités diversifiées, qu'elles soient culturelles, sportives ou ludiques, adaptées aux publics, avec des horaires adaptés (ouverture plus tard les vendredis soir et week-ends et décalages des horaires en période de vacances).
- Construire ces animations en concertation avec les jeunes et les parents, en les incluant dans la préparation et l'organisation de ces activités, pour coller aux attentes des jeunes, leur apprendre des compétences pratiques et inclure les parents dans la vie de leurs enfants. Il a été proposé en exemple de construire une « fête de la jeunesse » sur ce modèle, en tirant profit des expériences des villes voisines.
- Créer davantage de temps conviviaux entre jeunes pour s'échapper, s'aérer l'esprit et se sociabiliser de manière sereine.
- Élargir l'offre d'activités sportives (la formation d'une équipe de basket féminine ou encore l'organisation d'un tournoi inter-sportif ont pu être citées comme exemples) à destination des jeunes et les rendre plus facilement accessibles.
- Rendre plus accessibles les activités proposées avec des offres tarifaires adaptées en fonction de la situation financière des parents.

3.4

VALORISER LES JEUNES ET LEURS COMPÉTENCES

—

« On met le doigt sur ce qui ne va pas, on appuie et on insiste dessus. Mais on oublie de parler de ce qui va bien. Il faut mettre la lumière sur le positif, sans mettre de côté ce qui va mal, mais en le traitant à la racine. »



Les différentes personnes présentes aux ateliers de la fraternité ont souligné le manque de reconnaissance, d'encouragement à l'égard de la jeunesse, cela pouvant conduire potentiellement à de la frustration et du ressentiment.

En outre, une attention médiatique disproportionnée serait portée aux rixes, réduisant l'image des jeunes de quartier uniquement à ce sujet. Ces derniers n'auraient pas d'autres perspectives que la violence. On stigmatise ainsi la jeunesse alors que seule une minorité est responsable et impliquée dans les rixes.

Pour contrer ces phénomènes, qui minent l'estime de soi de notre jeunesse, plusieurs pistes de réflexion et propositions ont été apportées :

- Valoriser les jeunes en tant qu'individus et mettre fin à la stigmatisation de ces derniers, en leur permettant de s'exprimer dans des espaces d'écoute adaptés à leurs besoins.
- Organiser des rencontres avec des anciens jeunes du quartier qui ont « réussi », afin de valoriser leur parcours et de susciter de l'espoir auprès des plus jeunes. Ceux-ci se rendraient ainsi compte que les compétences dont ils disposent, parfois sans le savoir, peuvent être utiles dans le monde des études et du travail.
- Intégrer et responsabiliser les jeunes dans les structures et les activités qui leur sont dédiées. Les jeunes porteraient eux-mêmes les projets, prendraient les décisions dans la création d'événements spécifiques. Cela reviendrait à leur témoigner de la confiance et à les aider dans l'acquisition et le développement de compétences pratiques. Ces événements pourraient aussi être l'occasion de faire rayonner la ville.
- Organiser des événements de valorisation des jeunes pour leur permettre de prendre confiance en eux (festival de talents, etc.).
- Reconnaître et aider à développer les compétences des jeunes (la communication sur les réseaux sociaux, le marketing sur internet, etc.).

4

OFFRIR AUX JEUNES ET AUX FAMILLES UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ

La question de l'aménagement ne réglera pas à elle seule les problèmes que traversent notre jeunesse et notre société, mais prise au sérieux et en lui apportant une réponse concrète, elle peut permettre d'améliorer la vie de tous les jours des jeunes des villes populaires. De meilleurs transports en commun, des infrastructures adaptées et une ville aménagée harmonieusement permettent d'offrir un quotidien plus apaisé, facile à vivre, et contribuent à conforter les individus dans leur dignité et leur légitimité à prendre une part active et positive à la société qui les entoure.

Les participants des ateliers de la fraternité l'ont bien compris et ont fait de nombreuses remarques sur ces questions.

Il en ressort trois axes de travail :

- > La question des infrastructures du quotidien, et comment nous pouvons les adapter aux besoins de la jeunesse.
- > La mise en place d'un urbanisme adapté, permettant aux jeunes de se sentir bien dans leurs quartiers.
- > La question des transports en commun et d'une politique publique efficace, qui permettrait de casser la fracture territoriale, présente en Île-de-France et ailleurs.



4.1

METTRE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES ADAPTÉES AUX BESOINS DE LA JEUNESSE ET FAVORISANT LES ÉCHANGES

**« On n'a pas grand chose à faire dehors,
du coup on galère, et quand on a 18 ans,
bah le service jeunesse, il nous prend même
plus, donc on continue de galérer. »**



Les participants aux ateliers ont pu constater dans le contexte très particulier de la ville de Fleury-Mérogis, que la population a doublé en 10 ans sans que les infrastructures et équipements n'augmentent ou n'adaptent leur capacité. Ces derniers ont également noté une dégradation des infrastructures dédiées aux jeunes depuis 15 ans.

Enfin, la rue serait considérée comme étant souvent le seul endroit où les jeunes peuvent se retrouver. À leurs yeux, il existe une forme d'exclusion de fait des jeunes de certains espaces, notamment due au manque d'infrastructures dédiées à la jeunesse.

Pour remédier à ces problématiques, plusieurs solutions ont émergé :

- Créer un accueil différencié dans les structures jeunesse (existantes et futures) selon l'âge, et garantir l'accès à une structure et à des animations pour les plus de 18 ans.
Il est également suggéré d'expérimenter la mise en place d'une structure en accès libre en auto-gestion. Les jeunes pourraient ainsi venir en autonomie pour mener des activités, se rencontrer, etc.
- Créer un espace dédié aux parents, une « Maison des familles », pour se rencontrer, discuter de leur rôle de parents et des problématiques avec leurs enfants, rencontrer des personnes ressources (psychologue, éducateur, etc.) qui pourraient les aider, ou encore pour y effectuer des démarches administratives.
- Créer des structures extérieures en accès libre, sportives mais aussi des jeux pour enfants dans tous les quartiers.
- Disposer d'un collège dans la ville.

Vers un centre social à Fleury-Mérogis

La Ville de Fleury-Mérogis travaille, en partenariat avec la CAF, à la construction d'un centre social. Ce nouveau service public de proximité aura principalement pour fonction de mener avec les familles des projets culturels, sociaux ou éducatifs. Il s'agira d'un nouvel outil au service du vivre-ensemble.

L'urbanisme exerce une influence certaine sur le phénomène des bandes. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les rixes surgissent davantage dans ce que l'on nomme des « ghettos », c'est-à-dire, généralement, des zones urbaines denses, enclavées, paupérisées et dépourvues de commodités et de services publics. Parce que la mixité sociale ne se décrète pas et ne pourra uniquement passer par la diversification de l'offre d'habitat, il apparaît urgent de faire évoluer l'aménagement des quartiers de sorte à renforcer leur attractivité.

Ce constat a été partagé par bon nombre de participants aux ateliers. À Fleury-Mérogis, il existe, par ailleurs, des particularismes locaux qui aggravent ce sentiment d'enclavement et donc d'exclusion (la route nationale coupant en deux la commune et s'élevant de fait comme une barrière physique entre les quartiers ; une urbanisation de l'agglomération qui s'est faite au détriment du territoire floriacumois...).

Plusieurs propositions ont donc été formulées contre cet urbanisme de l'enfermement et de l'exclusion :

- Développer des espaces urbains propices à la convivialité, comme les jardins partagés. Envisager d'y faire participer les jeunes, notamment les élèves d'élémentaires, car ce sont les futurs adultes de demain et qu'ils ont besoin d'avoir ce contact avec la nature.
- Travailler sur la cohésion du territoire à l'échelle de l'agglomération, et créer des structures intercommunales qui permettent de mélanger les jeunes dès le plus jeune âge, pour lever les barrières mentales et gommer le sentiment de rivalité et de disparité entre ces villes.
- Détruire ou se réapproprier les magasins fermés sur la place du 8 Mai 1945 afin de la repenser, de la réaménager et de lui redonner vie, pour en faire un lieu de convivialité et de partage.
- Repenser le cadre de vie et l'aménagement urbain des villes : finir avec les cités dortoirs au profit de villes favorisant la rencontre.

Renforcer la mixité sociale

L'absence de mixité sociale peut contribuer à un sentiment d'exclusion. Afin d'y remédier et de briser la logique de « ghettoïsation », la Ville de Fleury-Mérogis propose un nouvel outil à la disposition des communes populaires. Il s'agirait de transférer les parts du contingent préfectoral et bailleurs aux communes, en fonction de leur taux de pauvreté. Autrement dit, faire ce que fait déjà l'État quand une commune est carencée en logements sociaux (dans ce cas précis, l'État peut reprendre l'intégralité du contingent communal pour y loger des bénéficiaires du DALO). Ainsi, les communes présentant un taux de pauvreté d'au moins 15% de leur population, devraient pouvoir récupérer au sein de leur contingent 25% des logements sociaux attribués par leur préfecture et les bailleurs présents sur leur territoire. À partir de ce seuil, toute augmentation de 5% du taux de pauvreté se traduirait mécaniquement par un transfert de 25% des contingents « préfecture » et « bailleurs » au bénéfice des communes concernées. Dans cette logique, une commune avec un taux de pauvreté de 30% assurerait la maîtrise de toutes les attributions des logements sociaux sur son territoire.

4.3

POUR DES TRANSPORTS PUBLICS FAVORISANT LA MOBILITÉ ET FAISANT RECULER LES FRACTURES TERRITORIALES

**« Les jeunes, on est en construction,
on a besoin de voir, d'aller partout,
donc d'argent et de transports. »**



La question des transports est une des questions essentielles pour saisir la fracture territoriale qui dégrade les conditions de vie des habitants de la périphérie parisienne, dont les jeunes. Ainsi, une réelle difficulté dans l'utilisation des transports en commun a été pointée. La faible fréquence de passage des bus, le manque de places, les retards, les suppressions imprévues, sont tout autant d'éléments qui contribuent à rendre l'usage des transports éprouvant, au point de dissuader certains usagers. Les jeunes, dont c'est bien souvent le seul mode de transport, sont ainsi les premiers à pâtir de ces difficultés que ce soit pour leurs déplacements scolaires, professionnels ou encore personnels. C'est toute leur vie sociale qui s'en trouve impactée, avec un périmètre de vie, de sociabilité et d'activité professionnelle qui se trouve de fait restreint. Ces difficultés n'incitent pas les jeunes à la mobilité, lesquels restent « enfermés » dans leur quartier, amenant ainsi à une forme d'exclusion sociale. Cela renforce, par ailleurs, un sentiment de « frontière » par rapport aux villes voisines, comme c'est le cas entre Fleury-Mérogis et Sainte-Geneviève-des-Bois.

Pour réduire cette fracture territoriale, des solutions ont pu être suggérées :

- Créer une ou plusieurs lignes de bus supplémentaires et en fréquence suffisante afin de permettre aux jeunes de mieux se déplacer : de l'intérieur à l'extérieur de Fleury-Mérogis, vers la zone de la Croix Blanche, vers le collège Paul-Eluard, vers l'Agora d'Évry-Courcouronnes...
- Développer de nouvelles liaisons cyclables sécurisées et continues jusqu'aux différents points d'intérêt (exemple : l'Agora d'Évry).
- Accompagner la mobilité des jeunes et désenclaver les villes pour créer un sentiment d'appartenance à un collectif.

CONCLUSION

Ces « ateliers de la fraternité » auront permis aux participants de réinterroger leurs pratiques et leur regard sur le phénomène des rixes.

Si tous les participants ont assumé, et même revendiqué, leur propre responsabilité, un certain nombre de propositions, mais aussi d'alertes, de vigilances, s'adressant spécifiquement aux pouvoirs publics, tout échelon territorial confondu, a été exprimé.

1. Élargir les « ateliers de la fraternité » aux territoires touchés par les rixes, sous l'égide des préfets et communes partenaires

En plaçant chacun devant ses responsabilités, en confrontant les points de vue et analyses des uns et des autres, ces ateliers ont également souligné l'importance de travailler davantage en transversalité, en impliquant le plus largement possible les parents et les jeunes - qui sont les premiers concernés -, dans des cadres d'échanges moins institutionnalisés que peuvent être les Conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).

Dans la perspective de la révision de « la stratégie nationale de la prévention de la délinquance », des plans départementaux qui en découleront, mais aussi de l'ensemble de nos politiques de jeunesse, ces « ateliers de la fraternité » auraient intérêt à être reproduits dans tous les territoires, notamment ceux les plus touchés par les rixes. Les préfets et communes partenaires en seraient alors les chefs de file. Il s'agirait, par le débat public et la participation citoyenne, de construire des réponses collectives et fédératrices au plus près des réalités locales, et donc plus efficaces.

2. L'épineuse question des moyens financiers et humains

Néanmoins, au-delà des pratiques et des façons de travailler ensemble, on ne peut éluder la question des moyens dévolus aux acteurs de terrain – communes, associations, services déconcentrés de l'État...

Prenons ainsi l'exemple d'une thématique fortement ressortie des échanges au cours des cinq ateliers : celle du besoin de proximité, de recréer du « lien », renvoyant à une société du « *care* » et du « prendre soin ». Cela implique nécessairement de recruter en nombre suffisant des médiateurs et éducateurs formés, d'impulser une police de proximité, de créer des postes d'accompagnants supplémentaires dans les écoles, →

les collègues, pour assurer un suivi de qualité du jeune. Or, aujourd'hui, nous sommes confrontés, notamment dans les métiers de la médiation, à une crise de recrutement et de vocation, du fait de conditions de travail et de salaires jugés peu attractifs. Il y a donc là besoin de revaloriser ces métiers, essentiels à la lutte et à la prévention des rixes. Ce qui suppose, néanmoins, de redonner des marges de manœuvre aux associations, aux établissements scolaires, et notamment aux collectivités locales, souvent des villes populaires.

Pour l'heure, celles-ci subissent, en effet, de plein fouet un « effet ciseau » dans leur budget, aggravé par la crise actuelle : les besoins sociaux qu'elles doivent prendre en charge augmentent, tandis que dans le même temps, leurs ressources financières, prises dans leur ensemble, se rétractent.

C'est paradoxalement souvent là où les besoins sont les plus criants, que les moyens nécessaires aux réponses sont également les plus fragiles.

3. Organiser des états généraux de la politique de la ville et de la jeunesse

Pour remédier à cette situation, des propositions ont déjà été formulées, à l'instar du « fonds banlieues » préconisé dans le rapport Borloo de 2018, ou encore, par exemple, de l'idée d'une dotation « police municipale ». Certains, au contraire, proposent de remettre tout simplement à plat le système fiscal et financier des collectivités territoriales, en vue de le rendre plus juste, plutôt que de le complexifier davantage avec la création d'une énième dotation. Quoiqu'il en soit, il apparaît ici nécessaire de débattre de ces questions de fond, d'interroger nos méthodes, au risque de voir nos ambitions communes pour la jeunesse limitées.

C'est pourquoi nous appelons à l'organisation d'états généraux de la politique de la ville et de la jeunesse, et invitons les communes concernées à se saisir de la démarche des « ateliers de la fraternité ».

Il ressort globalement une envie forte de participation et de se saisir d'un sujet jugé comme fédérateur par l'ensemble des participants aux ateliers de la fraternité : la jeunesse et son avenir. Le message porté indique que les rixes ne sont pas une fatalité.

Ces ateliers mettent en exergue le besoin d'adulte pour encadrer et accompagner nos jeunes dans leur cheminement vers l'autonomie. C'est finalement une leçon ancestrale de notre humanité, qu'aucune mode, ni aucune époque, n'arrive à démentir. Un apprentissage de l'Homme que nous oublions parfois, mais qui se rappelle à nous invariablement. Nous inventons sans cesse de multiples dispositifs, pour finalement revenir à l'essentiel, à savoir que « pour éduquer un enfant, il faut tout un village ».

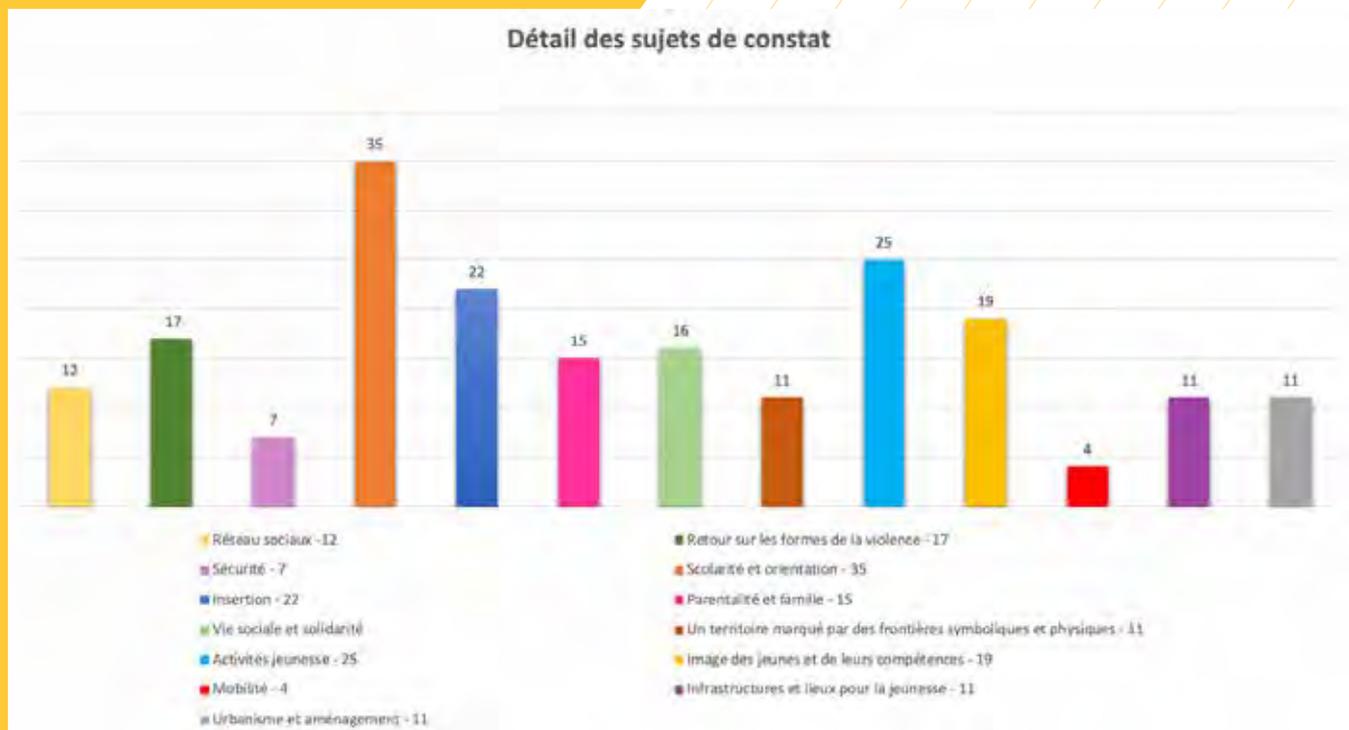
Ensemble, nous pouvons gagner la République, pour notre jeunesse.

5

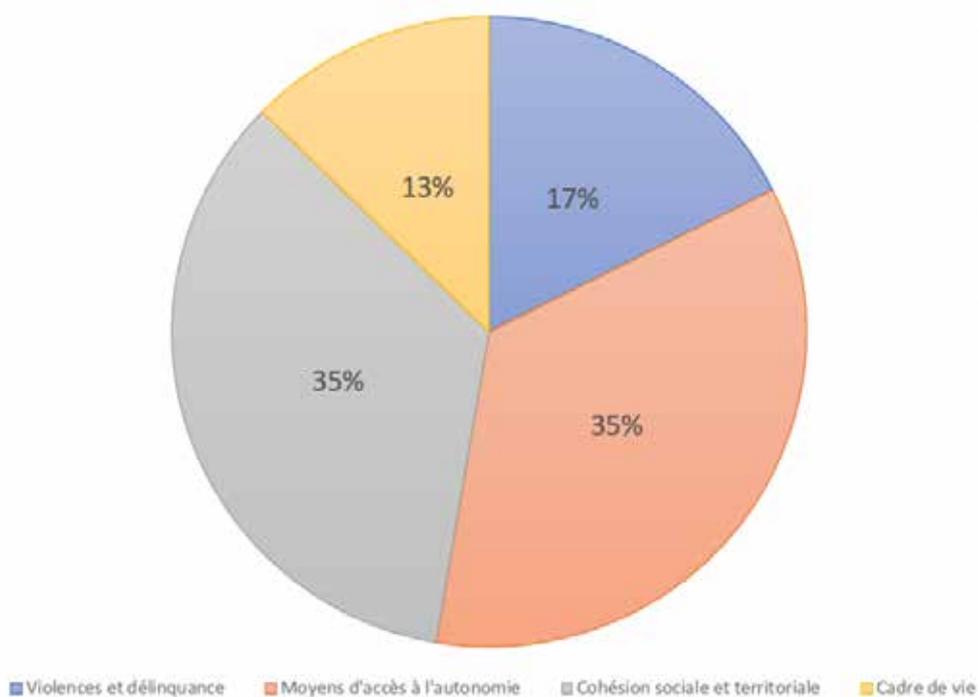
ANNEXES

- LES ATELIERS DE LA FRATERNITÉ EN GRAPHIQUES
- LES ÉTAPES DE LA DÉMARCHE PROPOSÉE
- LES COMPTES RENDUS DES ATELIERS : CONSTATS ET PROPOSITIONS

LES ATELIERS DE LA FRATERNITÉ EN GRAPHIQUES

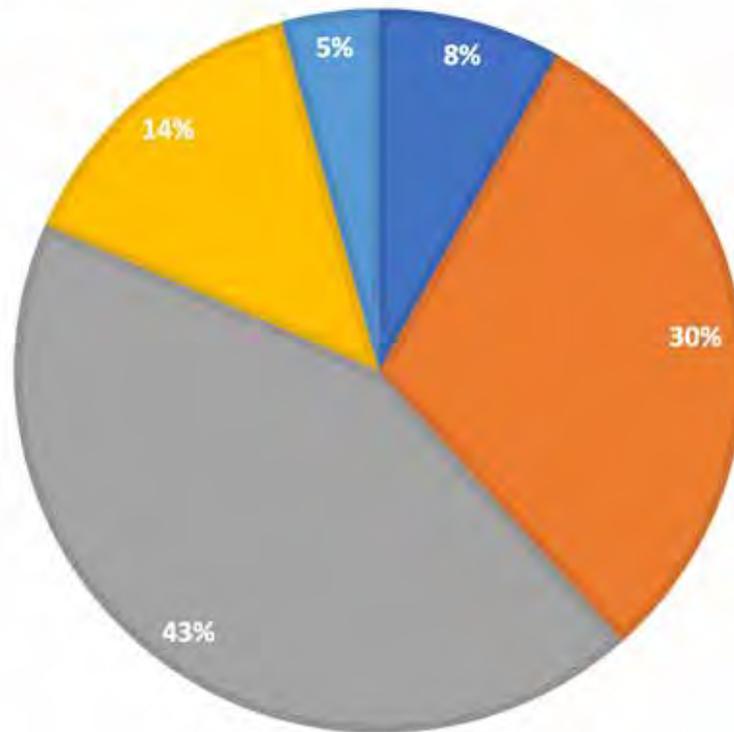


Les 205 constats issus des ateliers ont porté sur...

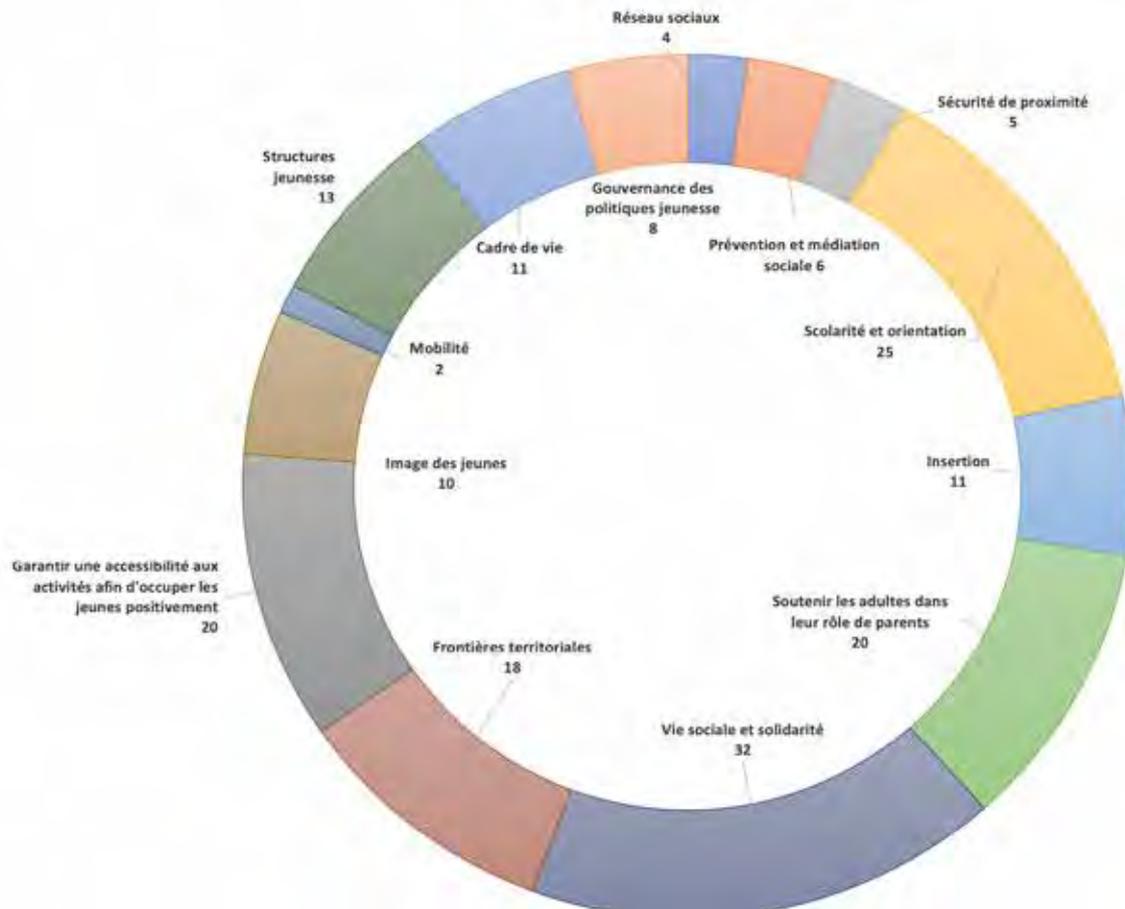


LES 185 PROPOSITIONS ISSUES DES ATELIERS ONT PORTÉ SUR...

- Prévenir les violences et la délinquance
- Accompagner les jeunes vers leur autonomie
- Lien social et image des jeunes
- Se donner un meilleur espace à vivre
- Gouvernance des politiques jeunesse

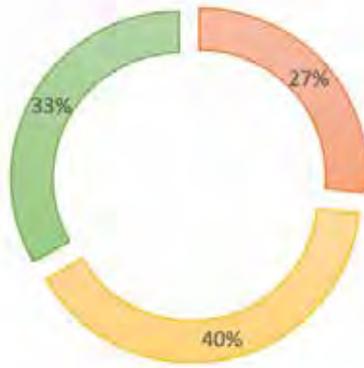


Détail des thématiques des propositions



Prévenir les violences et la délinquance

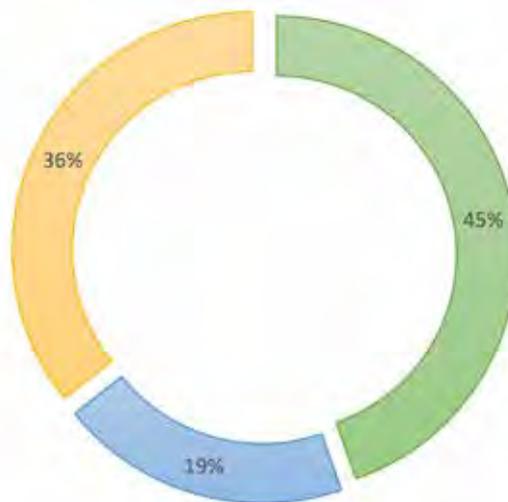
15 propositions



■ Réseau sociaux - 4 ■ Prévention et médiation sociale - 6 ■ Sécurité de proximité - 5

Accompagnement des jeunes vers l'autonomie

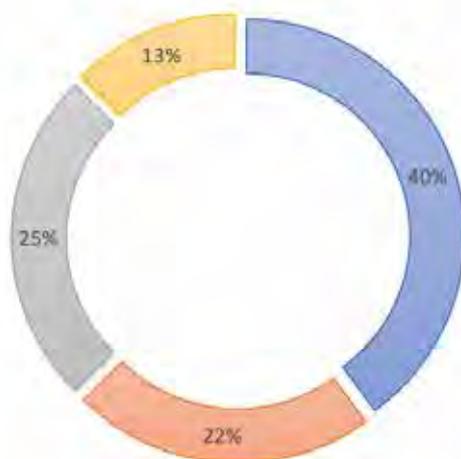
56 propositions



■ Soutenir les adultes dans leur rôle de parents - 20 ■ Soutenir les adultes dans leur rôle de parents - 11 ■ Soutenir les adultes dans leur rôle de parents - 25

Recréer du lien social, valoriser les jeunes et lever les frontières

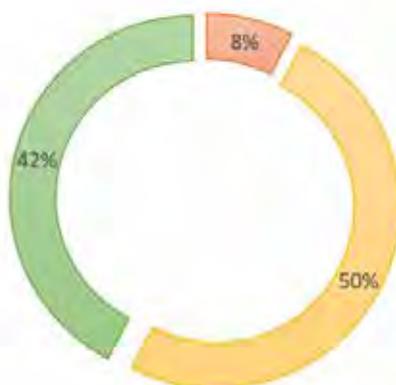
80 propositions



- Vie sociale et solidarité - 32
- Frontières territoriales - 18
- Garantir une accessibilité aux activités afin d'occuper les jeunes positivement - 20
- Image des jeunes - 10

Se donner un meilleur espace à vivre

26 Propositions



- Mobilité - 2
- Structures jeunesse - 13
- Cadre de vie - 11

LES ÉTAPES DE LA DÉMARCHE

**ATELIERS
DE LA
FRATERNITÉ :**
5 tables-rondes
10 novembre,
15 novembre,
18 novembre,
24 novembre,
25 novembre

**Banquet
de la fraternité**
Lancement de la
démarche



Septembre
2022

**Mobilisation
des acteurs
de la démarche**
Villes partenaires,
acteurs institutionnels,
jeunes bénévoles



Octobre
2022

**Tables-rondes
à Fleury-Mérogis
(démarche pilote)**
Remise de la contribution
de Fleury au « livre blanc »
en décembre



Novembre
Décembre
2022

**Déclinaison
de la démarche
dans les villes
partenaires**
Poursuite des rencontres
et tables-rondes



Septembre
Octobre
Novembre
2023

**Présentation
d'un Livre blanc**
Gouvernement,
parlementaires...

Fin 2023/début 2024

CONSTATS ET PROPOSITIONS



VOS PROPOSITIONS

VOS CONSTATS

- Service jeunesse ☺
- "On fait rien, on parle"
- On se connaît tous
- Certains ne savent pas à Fleury car il n'y a pas de lieu à part le chalet. C'est pour faire quelque chose.
- Service jeunesse ne va pas vos

I. VIOLENCES ET DÉLINQUANCE

Retour sur les formes de violence et de délinquance

- Il était auparavant possible de « refroidir » les conflits en parlant entre « grands ». Aujourd'hui, il semblerait que cela soit plus difficile : « *Il y a plus de violences que de réussites* ».
- On se bat contre nous-mêmes.
- Mon frère de 16 ans a peur de sortir dans d'autres villes depuis ce qui est arrivé à Lucas.
- Aujourd'hui, on dirait que les jeunes n'arrivent pas à gérer leurs désaccords (sans que ça n'entraîne des conflits violents).
- Les drogues dures semblent plus accessibles qu'avant. Mais pas que chez les jeunes.
- L'errance des jeunes est source de conflits entre quartiers. Les voisins de leur immeuble se méfient d'eux et ne comprennent pas leur omniprésence devant chez eux.
- La frustration, suite à des échecs répétés ou des mauvais jugements, engendre le repli sur soi, une perte de confiance et une méfiance généralisée. Cela donne lieu à des comportements plus défensifs et agressifs.
- Les jeunes sont plus facilement influencés, que ce soit positivement ou négativement, par des personnes qui leur ressemblent, qui viennent du même environnement qu'eux (des pairs).
- Inquiétude montante face au phénomène de suicides chez les jeunes.
- Délinquance et consommation de drogue : aujourd'hui, c'est peut-être plus facile qu'avant d'y tomber, ce qui engendre forcément une hausse des comportements violents.
- La ville manque d'animateurs formés pour prévenir ces violences.
- Les violences sont de plus en plus fortes. Cela s'explique par les réseaux sociaux et le manque d'encadrement éducatif.
- Certains ont peur de sortir dehors à cause des agressions. D'autres pas du tout.
- Les problèmes de rixes et de sécurité sont communs à beaucoup de quartiers en Île-de-France et en France.
- Ça ne reste qu'une très petite minorité de jeunes qui sont violents. Il ne faut pas stigmatiser l'ensemble de la jeunesse.

CONSTATS

- Crise de l'autorité : la perte de contact entre forces de l'ordre et population est aussi liée à l'explosion démographique, au manque de temps... Nous sommes tous responsables : éducation, forces de l'ordre, institutions...
- Face aux violences, les personnes qui sont spectateurs, notamment les plus jeunes, peuvent rester traumatisées et se replier sur elles-mêmes.

Impacts des réseaux sociaux et médias

- Les réseaux sociaux coupent des réalités.
- Les réseaux sociaux sont un échappatoire face aux difficultés de la vie.
- Aujourd'hui, les jeunes sont contraints d'utiliser internet, par exemple pour trouver un emploi.
- Génération réseaux sociaux : ça a du positif (échanger, se rencontrer...) et du négatif (ne vivent pas dans le monde réel). Rôle des influenceurs sur la jeunesse. Parfois, on a tendance à suivre les mauvais exemples, par exemple dans le cadre de tensions, ça peut aboutir à des drames car les réseaux sociaux amplifient les conflits.
- Les jeunes sont très connectés et en même temps ils ne font rien ensemble, ils ne sont pas « connectés » les uns aux autres et sont déconnectés du réel. Le numérique peut permettre de s'instruire, de se divertir, de se former, mais il nous expose également à de nombreux risques (cyberharcèlement, addiction, effets psychologiques, etc.).
- Réseaux sociaux : c'est aujourd'hui un enjeu majeur, dont il ne s'agit pas de remettre en cause leur existence (car ça fait partie de la vie de tout le monde). Il y a des aspects positifs (outil de communication, sociabilité, divertissement, humour...) et négatifs (harcèlement, rivalité-violence, abrutissement...). On vit avec : il faut donc éduquer au bon usage des réseaux sociaux. Cela crée de l'inquiétude chez les parents qui y voient un danger pour les jeunes.
- La télé-réalité est addictive et tend à couper le dialogue au sein même des familles et à diffuser de mauvais exemples.
- Impact des réseaux sociaux sur les jeunes et notamment dans les affrontements entre jeunes.
- L'accès à l'information de qualité est réduite alors que les réseaux sociaux foisonnent et sont au cœur des usages.
- Les réseaux sociaux interrogent quant aux nouveaux « modèles », avec par exemple la figure de « l'influenceur ».
- L'épineuse question des réseaux sociaux et de leur rôle dans la violence, mais aussi dans la jeunesse : quels modèles sont véhiculés ? Quelles limites imposer ?

État de la sécurité et de la prévention sur le territoire

- Le quartier est parfois oppressant car on y est souvent interpellé par des bandes et on y trouve des personnes en difficultés.
- L'omniprésence des forces de l'ordre dans l'espace public sans posture de dialogue crée un sentiment d'oppression.
- La police de proximité a disparu : il est plus difficile d'être violent avec quelqu'un qu'on connaît.
- La présence d'une prison sur le territoire communal et de la gendarmerie dans l'espace public donne un sentiment de sécurité.
- La police souffre d'un déficit d'image aujourd'hui, en partie à cause de la multiplication des bavures policières.
- La présence policière sur le terrain peut être perçue doublement : à la fois anxiogène, car on se dit qu'il se passe quelque chose de mal s'ils sont là, et à la fois rassurante.
- Les financements publics sont à la peine et ça se ressent pour les jeunes qui ont l'impression d'avoir de moins en moins d'encadrement et d'outils ou des personnes vers lesquelles se tourner.

II. LES MOYENS DE L'ACCÈS À L'AUTONOMIE

Scolarité et orientation

- Manque d'aide et d'accompagnement pour la recherche de stages et de jobs.
- Besoin d'accroître à la fois l'éducation et l'enseignement.
- Un manque d'accompagnement et une orientation insuffisante qui conduit au décrochage et à un travail plus ou moins légal, duquel il est difficile de revenir.
- Des classes surchargées dans le général en comparaison des ZEP et des REP+.
- Alors que les jeunes devraient pouvoir rester candidés, on fait peser sur eux de nombreuses attentes dans le domaine de la scolarité notamment, mais aussi économique et social car ils sont confrontés très jeunes aux réalités de leur environnement. C'est encore plus vrai dans les quartiers.
- Les jeunes sont exposés à de nombreuses inégalités (psychologiques, sociales, économiques), qui ne leur ouvrent pas les mêmes opportunités.
- Les horaires scolaires sont lourds et ne favorisent pas la concentration (surmenage, fatigue chronique).
- L'apprentissage scolaire est souvent trop théorique.
- Les formations ne tiennent pas compte de la diversité des profils.
- Les possibilités d'orientation sont très floues. La confusion qui règne est source de frustration.
- Le chemin à parcourir pour atteindre ses ambitions est très compétitif dans tous les domaines. Et ce dès les bancs de l'école.
- Être jeune, c'est essentiellement l'âge des études, un moment où on a besoin de soutien scolaire. C'est également à cette période qu'on commence à découvrir ce qu'on va aimer ou pas.
- Le décrochage scolaire est lié à :
 - la précarité des familles : on vient apporter de l'aide en travaillant pour ramener de l'argent
 - l'absence d'envie et/ou une mauvaise orientation
 - la vulnérabilité psychologique liée à l'école et notamment à la violence et au harcèlement.



- Des classes surchargées de 30-40 élèves : on exclut les plus mauvais (littéralement ou on les laisse dans un coin), on crée un sentiment d'injustice.
- Certains professeurs ne valident pas les stages s'ils sont loin : « *ils ne veulent pas dépenser de l'essence* ».
- L'école est assez décourageante pour les personnes qui n'arrivent pas à performer, à trouver leur place. Cela incite à sortir du droit chemin car on va aller chercher d'autres sources de valorisation, d'autres codes.
- L'école ne valorise pas et ne valide pas les initiatives des jeunes.
- Des filières restent inaccessibles pour de mauvaises raisons (coût, localisation, etc.).
- Horaires scolaires trop chargés et qui conduisent souvent soit à une qualité de travail dégradée, soit à du décrochage scolaire (abandon face à la sensation de ne pas être à la hauteur des exigences du système scolaire).
- Décalage fréquent entre le contenu des enseignements et les centres d'intérêts et souhaits d'orientation des jeunes. Il y a une difficulté persistante à comprendre en quoi les enseignements peuvent avoir un intérêt pour la vie professionnelle future et l'accès à l'autonomie.
- De grandes difficultés à trouver des formations professionnelles du fait des critères exigés (âge minimum, offre peu diversifiée, besoin d'un véhicule, etc.).
- À partir de 13-14 ans, c'est l'âge où on commence à prendre conscience de la vie, des enjeux, des choix à faire. Or, au lycée, on n'a pas de cours « d'apprentissage de la vie » et on n'explique pas ce qui attend les jeunes au quotidien.
- Importance des professeurs dans l'écoute des jeunes et leur orientation. Les professeurs d'aujourd'hui sont peut-être plus proches des jeunes qu'autrefois, avec des liens plus forts.
- L'orientation scolaire et professionnelle pose de nombreuses difficultés. Les jeunes sont tellement confus qu'ils n'arrivent pas à être actifs dans leur recherche.
- Les jeunes sont souvent fléchés vers des formations qui ne leur plaisent pas vraiment.
- Parcoursup est vécu comme une « usine à gaz » car complexe et ne permettant pas à tous les jeunes d'être égaux dans leur choix d'orientation. Certains sont laissés de côté.
- Être jeune, c'est avant tout aller à l'école, étudier, apprendre... C'est ce qui donne un cadre à notre vie de jeune.
- La jeunesse c'est aussi un moment où on s'oriente, avec aujourd'hui une orientation difficile et des outils compliqués (ex. : Parcoursup).

Trouver sa place dans la société

- Manque d'informations sur les entreprises qui recrutent sur la ville ou dans les environs.
- Être jeune, « *c'est un peu énervant* ». On a l'impression d'être très contraints et de ne pas avoir la liberté de s'affirmer au sein de la société.
- Il y a « des » jeunesses : quel est le profil de la jeunesse à Fleury-Mérogis ? Il nous faudrait un diagnostic.
- Les stages ne sont pas toujours intéressants et ne nous permettent pas de bien appréhender les réalités professionnelles qui nous attendent.
- L'univers professionnel est très sélectif et pose des critères injustes et discriminatoires (origine ethnique, lieu de résidence, etc.).
- Les objectifs professionnels semblent parfois tellement difficiles à atteindre qu'on peut vite se décourager, se résigner.
- Société anxigène sur différents plans :
 - écologie : souci qui touche tout le monde mais surtout les jeunes : va-t-on encore avoir des ressources à l'avenir ?
 - inflation : peur de ne pas pouvoir vivre correctement
 - COVID et contraintes sanitaires
 - étudiants qui font la queue pour des distributions alimentaires.
- De multiples embûches pour les jeunes des quartiers : discrimination (raciale et stylistique mais aussi par code postal), logement, argent, mobilité (sentiment d'enclavement).
- Il y a trop de jeunes dehors, c'est un mauvais point de départ pour leur vie à venir. Ils risquent de mal grandir.
- Les dispositifs comme les tremplins citoyens sont intéressants car ils sont accessibles et sont très bénéfiques tant financièrement que pour l'expérience.
- La complexité administrative est difficile à surmonter et peut dissuader à entreprendre des démarches.
- La peur d'être jugé et mis de côté a tendance à nous dissuader de déposer des dossiers ou de se présenter auprès d'institutions.
- Jeune rime avec accompagnement : parents / amis (pairs) / PIJ / professeurs.
- Un jeune, c'est un projet en construction, une découverte. On doit leur donner les moyens de faire ses projets.
- Avant la vie était plus agréable, il y avait plus de respect, l'orientation était plus facile : aujourd'hui, des jeunes de 30 ans vivent encore chez leurs parents car ils sont sans perspectives.
- La santé mentale des jeunes est un sujet entièrement délaissé des pouvoirs publics.

- La société met en compétition les gens entre eux, notamment les jeunes, ce qui nuit à l'esprit de solidarité et peut donner un sentiment de faiblesse à certains.
- La compétition s'observe également entre les villes et les populations qui s'opposent entre elles, plutôt que de créer des liens de complémentarité et d'entraide.
- Un jeune, c'est un futur citoyen, une boule d'énergie, qui est aussi amené à tester le cadre, à le remettre en cause ou à s'y plier.
- Génération désabusée : beaucoup de jeunes pensent que tout est fichu, qu'on ne peut rien pour eux.
- Il faut créer sa chance dans cette société, car rien ne tombe du ciel, surtout pour les jeunes de quartiers.

Famille et parentalité

- Manque de lieux de partage pour les parents.
- Attention à ne pas parler des jeunes séparément de leurs parents car ils ont un rôle important. Les difficultés des jeunes impactent aussi la vie des parents, et réciproquement.
- La famille est le meilleur bouclier face aux mauvaises influences.
- On [les parents] n'arrive pas à leur transmettre [aux jeunes] les valeurs de base : le respect des autres et d'eux-mêmes.
- Une certaine culture de la facilité : « *on a besoin de quelque chose, on demande aux parents alors qu'avant on aurait travaillé.* »
- Les relations intrafamiliales sont parfois compliquées et ont de très lourdes répercussions sur le comportement des jeunes et les autres aspects de leur vie (scolarité, sociabilité, etc.).
- Les proches ne sont pas toujours assez soutenant et adoptent un comportement de l'ordre du jugement. Ils sont parfois source de pression.
- Un manque de la figure du père, notamment auprès des jeunes garçons (pas de position unique autour du sujet).

CONSTATS

- La famille a un rôle essentiel mais elle est parfois démunie et ne sait pas comment appréhender les difficultés des jeunes.
- Les difficultés financières des familles peuvent conduire les jeunes à céder à des pratiques délinquantes (deal, cambriolage, etc.) pour se procurer rapidement de l'argent et ainsi aider leur famille.
- À Fleury-Mérogis, beaucoup de difficultés pour les familles, n'étant pas en capacité d'aider leurs enfant dans leurs devoirs, à trouver des personnes pour les accompagner régulièrement.
- Problème avec l'autorité, contestation : certaines fois, c'est légitime quand il s'agit de contester une autorité abusive, et d'autres fois, ça peut être source de problèmes.
- Les parents travaillent beaucoup aujourd'hui : la conséquence est une absence de contraintes et/ou parfois un manque d'implication dans l'éducation des enfants.
- Sentiment de certains parents que l'État se substitue à la famille, en « contraignant » l'éducation et en faisant peur aux parents qui ne feraient pas les choses comme il faudrait.
- Tous les parents n'ont pas été scolarisés et ne sont pas en capacité d'aider leurs enfants pour leurs devoirs. Cela crée un sentiment d'impuissance très fort.

III. COHÉSION SOCIALE ET TERRITORIALE

Vie sociale, aller-vers et solidarité

- On se connaît tous à Fleury, c'est une bonne chose. C'est grâce à la taille de la ville et au nombre d'habitants qui reste raisonnable.
- On sent une volonté de la mairie de Fleury-Mérogis de faire bouger les choses pour les jeunes, d'aller vers eux.
- La société étant difficile, le collectif et la solidarité deviennent des enjeux très importants si on veut espérer vivre à peu près bien.
- Pas assez de dispositifs et de ressources pour faire de l'aller-vers de la part des institutions : jeunes ayant réussi, programmes jeunesse, Mission Locale...
- Un fossé se crée entre les générations.
- La solidarité est essentielle si l'on veut atteindre nos objectifs de vie. On peut se soutenir mais aussi apprendre beaucoup des autres.
- Il y a une montée du « chacun pour soi », du communautarisme et des intérêts personnels.
- L'information institutionnelle est mal diffusée. Elle n'atteint pas tous les jeunes et n'est souvent perçue que de manière partielle.
- Il y a un développement des communautarismes en tout genre, ce qui va à l'encontre de toute possibilité de vivre ensemble. Il faudrait au contraire apprendre à mieux se connaître et à cohabiter malgré nos différences.
- Manque de moyens et de lieux d'expression pour les jeunes : on parle à leur place.
- « Je vis à Fleury depuis 67 ans : avant il n'y avait rien en termes d'infrastructures ou d'activités, mais les familles se connaissaient toutes, ce qui permettait d'éviter des conflits entre jeunes, de se prévenir les uns les autres. Aujourd'hui, ça a disparu. »
- Perte de mixité et de lien entre parents.
- Avant, les animateurs allaient chercher les jeunes. Aujourd'hui ils attendent que les jeunes aillent vers eux.
- Le manque de dialogue entre les individus nuit à la cohésion sociale, favorise le communautarisme au sein des villes.

CONSTATS

- La société, du fait des rythmes professionnels qu'elle impose, et de la mise en concurrence des individus, pousse à l'individualisme.
- Les plus anciens de la ville ont été écrasés par le flot de nouveaux arrivants. Cela a conduit à un désengagement de l'espace public et à un repli sur soi.

Un territoire marqué par des frontières symboliques et physiques

- La fresque en mémoire de Lucas : les jeunes regrettent que ce projet n'avance pas et souhaitent l'aide de la municipalité.
- Sentiment de « frontière » mentale et physique par rapport aux jeunes de Sainte-Geneviève-des-Bois : c'est d'ailleurs à cette frontière physique que se règlent les conflits entre les jeunes de ces deux villes.
- Certains jeunes de Fleury ont peur de venir à la Mission Locale car elle est située à Sainte-Geneviève-des-Bois.
- Une problématique du comportement en groupe des jeunes qui vivent dans des cités HLM : on crée des rivalités entre quartiers, on défend son HLM comme si c'était son territoire. Il y a 40 ans, les jeunes avaient des combats « nobles » dans lesquels ils usaient de la violence (par exemple, pour se défendre des skinheads d'extrême-droite à Paris). Mais aujourd'hui, on a conservé cette violence pour s'affronter pour des choses futiles.
- Crise d'identité culturelle chez les jeunes issus de l'immigration : on se réfugie dans l'identité de quartier car on est perdu entre l'identité de ses parents et celle de notre pays (la France). On a du mal à s'ouvrir vers les autres. On a nous-mêmes des clichés sur les autres. Comment faire pour que l'histoire de nos parents ou grands-parents ne soit pas un fardeau ?
- Les jeunes de villes différentes ont des points communs mais restent sur la défensive les uns vis-à-vis des autres. C'est parce qu'ils ne se connaissent pas assez et se réfugient derrière des habitudes.
- Le sentiment de frontière entre villes et de rivalité est exacerbé par la faiblesse des structures intercommunales et les inégalités entre villes.
- L'école est un bon facteur de rapprochement entre jeunes de villes différentes.
- En tant que jeune, on préfère plutôt rester dans notre quartier car on y a nos habitudes et nos amis.
- On ne s'apprécie pas quand on est de cités différentes, souvent plus par principe que pour de vraies raisons.
- Il y a beaucoup d'inégalités entre les quartiers en termes de qualité de vie, d'équipements publics, d'esthétisme. Ça crée le sentiment de ne pas appartenir au même territoire.

L'offre d'activités et de loisirs

- La rue est souvent le seul endroit où les jeunes peuvent se retrouver.
- Les jeunes disent être désœuvrés dans la ville (« il n'y a rien à faire »).
- « On ne sait pas quoi faire hors de chez nous, on galère » : le service jeunesse s'arrête à 18 ans, alors qu'il y a une quinzaine d'années on pouvait dépasser cette limite d'âge.
- Les activités ne sont pas proposées à des horaires adaptés aux disponibilités des jeunes.
- Les jeunes disent n'avoir «jamais ou peu accès au gymnase».
- Les créneaux d'activités des structures sont saturés.
- Le mélange des tranches d'âge dans les structures et les activités proposées au service jeunesse pose problème : un public «chasse l'autre». Les plus âgés n'aiment pas se retrouver avec des petits et inversement.
- On apprécie l'équipe du service jeunesse et la structure mais ça manque d'animateurs.
- Le service jeunesse ferme trop tôt.
- Problème d'adéquation entre les activités proposées et les envies de la jeunesse : la jeunesse est en perpétuelle évolution d'une génération à l'autre, mais on a tendance à toujours proposer les mêmes méthodes (qu'ils trouveront vieillot).
- Le service jeunesse ne propose pas des activités assez diversifiées : les jeunes disent vouloir aller à Paris, visiter des musées, des expositions, des spectacles.
- On souhaiterait des activités différenciées selon les âges.
- Service jeunesse : très apprécié par les jeunes mais disent qu'il n'y a pas assez d'activités proposées pour les 16-25 ans.
- Positif : le conservatoire est accessible avec des tarifs corrects. Il y a aussi de nombreuses activités sportives avec un club de foot de qualité (mais qui attire des jeunes d'autres villes).
- Le sport comme vecteur d'union et la présence d'associations comme « Il était une fois » sont un atout pour les jeunes.
- Le jeu et le divertissement sont un moyen pour les jeunes de s'échapper du poids du quartier.
- Les jeunes de la ville ne peuvent plus jouer au FC Fleury car ils n'ont pas le niveau demandé. On n'est plus dans le foot loisir mais dans la compétition.
- Les activités et loisirs sont primordiaux pour le moral et la santé mentale des jeunes.
- Les jeunes ont besoin de cultiver leur passion pour rester tournés vers l'avenir, d'avoir un moteur pour avancer.

CONSTATS

- Le sport est très important pour les jeunes. Il permet de développer l'esprit collectif, de se libérer l'esprit, de se défouler.
- L'amusement est essentiel à l'épanouissement des jeunes. Ce type d'activité permet d'interagir avec les autres, d'apprendre à se comporter dans un collectif, d'apprendre de nouveaux savoirs tout aussi importants dans le quotidien que le contenu scolaire.
- Activités sportives à Fleury : positif, mais certaines infrastructures extérieures sont vieillissantes (ex. : terrain de basket avec des trous dans le sol). Si on ne fait rien, on risque de voir disparaître certaines activités.
- À Fleury, des associations et clubs dynamiques existent mais tous les jeunes n'y sont pas inscrits, donc ça ne touche qu'une partie de la jeunesse.
- Avant il y avait davantage d'activités pour les jeunes.
- « Complexe du homard » : les adolescents ont une carapace de l'enfance qu'ils font tomber. À ce moment de leur vie, ils sont très ouverts aux propositions et tentations, positives et négatives, qui leur sont faites. C'est donc important de faire des propositions d'occupation positives aux jeunes à ce moment.

Image des jeunes et de leurs compétences

- Un manque de reconnaissance à l'égard de la jeunesse qui conduit à la frustration et donc au ressentiment.
- La jeunesse, c'est le talent, l'ambition, le moment où on se fixe des objectifs de vie pour ses études et sa vie professionnelle. On est de futurs adultes.
- Être jeune, c'est faire des expériences, se sentir valorisé, exprimer ses talents, par exemple, dans le sport ou la musique.
- Les jeunes ont beaucoup de messages à livrer.
- La jeunesse est un peu perdue, elle doute de ses capacités, elle peut être désorientée.
- Rôle néfaste des médias qui travestissent la réalité et renvoient une certaine image de la jeunesse en banlieue. Exemple d'un reportage d'*Enquête Exclusive* où les images montrées ne correspondaient pas à la réalité.
- Les jeunes sont souvent stigmatisés pour des choses dont ils ne sont pas responsables : ils sont beaucoup jugés par toute la société, parfois au faciès.
- Mauvaise image et représentation à l'extérieur (des quartiers) : « *c'est difficile pour trouver un stage, ils voient d'où on vient, même parfois seulement notre prénom et c'est mort* ».
- Il est difficile d'être totalement soi-même à cause du regard des autres.

CONSTATS

- Les jeunes ont plein d'ambitions.
- La jeunesse est une période de changements importants : le corps, l'orientation, l'indépendance...
- « *La vivance* », ça caractérise l'élan des jeunes à vouloir tout vivre, profiter de tout.
- Parole libérée de cette jeunesse, de cette génération, qui est à la fois pleine d'énergie, de rêves... mais aussi en manque de motivation, avec des questionnements. Une génération particulièrement mise sous pression, avec l'obligation de décider rapidement de son avenir, à qui on ne laisse plus le temps de se tromper.
- Ne pas enfermer les jeunes dans des items « rap et foot », élargir l'horizon et ouvrir les champs culturels.
- Manque d'écoute des jeunes et appropriation de leur parole : « *on parle à notre place et dans les médias on nous voit que lorsqu'il y a de la violence* ».
- « Jeune » n'est pas une tare, il y a aussi beaucoup de choses positives à valoriser dans cette jeunesse.
- Stigmatisation parfois forte des jeunes : le regard des gens et le jugement qu'ils portent sur la jeunesse, les enjeux de sécurité, et la question des représentations et des souhaits des adultes comme des jeunes générations.
- Un manque d'encouragement de la jeunesse, de reconnaissance de ses capacités.
- Être jeune : beaucoup de révolte, c'est l'âge des remises en question mais aussi l'âge de l'espoir, on se projette dans l'avenir, on a des idées.

IV. QUEL ESPACE À VIVRE ?

Infrastructures et lieux pour la jeunesse

- Témoignage d'une jeune habitante de Sainte-Geneviève-des-Bois :
« nous, on a des collèges et lycées, on a donc ce qu'il nous faut à proximité, contrairement à ceux de Fleury qui doivent se déplacer. »
- « Le PIJ, à chaque fois qu'on y va c'est fermé, et quand c'est ouvert on ne peut pas y rester, s'y poser, il faut y aller pour un rendez-vous. »
- Le manque d'infrastructures et de services (publics et privés) à Fleury-Mérogis nous oblige à nous déplacer à l'extérieur : accueil pour les démarches administratives, banques, Pôle emploi, CAF, Sécurité sociale...
- Dégradation des infrastructures dédiées aux jeunes depuis 15 ans.
- « La ville a grandi, mais pas les services qui, eux, n'ont pas suivi. »
- Dangerosité de certains locaux et manque d'infrastructures.
- Une exclusion des jeunes, soit directement de certains espaces, soit du fait de manque de structures dédiées.
- Absence de lieu pour se retrouver.
- On manque de structures où les jeunes peuvent se retrouver et apprendre à être curieux des autres et de réalités différentes.
- Infrastructures et lieux pour la jeunesse.
- La population a doublé en 10 ans : explosion démographique. Mais les infrastructures n'ont pas suivi. Manque d'espaces pour déambuler, se croiser, se rencontrer.
- Avec la densification de ces dernières années et l'accroissement démographique, on s'est laissé dépasser et on n'est pas parvenu à prévoir les nouvelles infrastructures et recrutements nécessaires à l'accompagnement de tous les jeunes.

Urbanisme et aménagement

- Il y a une exclusion volontaire ou involontaire des jeunes, notamment d'un point de vue spatial.
- Certains maires refusent ouvertement de faire de la mixité et vont jusqu'à préférer payer des amendes plutôt que de respecter la loi SRU.
- Avant Fleury, c'était la campagne, un village.
- On a agrandi la ville de Fleury, mais en « *sacrifiant la jeunesse* » : les jeunes ont besoin de se retrouver.
- Pas de centre commercial à Fleury, pas de commerces pour nous, beaucoup de magasins fermés.
- Peu de parcs et d'espaces verts à Fleury.
- Tous les enfants devraient avoir le droit d'avoir un jardin. L'accès à des espaces de nature est important pour grandir dans un cadre apaisant.
- À Fleury, on a l'impression que c'est éteint, qu'il n'y a pas de vie.
- Sentiment que « *la ville est sale* », « *que les gens font de moins en moins attention à leur ville* ».
- À Fleury, on est plus solidaire que dans d'autres villes parce que comme la ville n'est pas très grande, on se connaît tous. La taille de la ville et la densité jouent sur la qualité des liens et la capacité à être solidaires.
- Le manque de mixité dans l'habitat contribue à créer des ghettos, aussi bien de pauvres que de riches, et fracture encore plus notre société.

Mobilité et parcours

- Problèmes avec les transports en commun, or quand on est jeune c'est l'âge durant lequel on n'a pas d'autre choix que de les utiliser : bus en retard (ce qui impacte notre ponctualité), tarifs élevés et manque de fréquences (les gens se poussent pour avoir des places). Exemple du bus 401.
- Sentiment paradoxal d'être enfermé à Fleury-Mérogis, alors qu'en même temps on est obligé d'en sortir pour faire la moindre activité.
- L'urbanisation de l'agglomération s'est faite au détriment de Fleury : les villes voisines ont fermé des axes de circulation (Sainte-Geneviève-des-Bois, Morsang...) qui ont enclavé encore davantage Fleury.
- La route nationale est une barrière physique dans la ville entre les quartiers (notamment les quartiers résidentiels et les quartiers HLM).

I. PRÉVENTION ET MÉDIATION

La médiation comme outil de prévention

- Renforcer le budget dédié à la jeunesse et prioriser la sensibilisation et la prévention des violences.
- Sensibiliser les jeunes dès le plus jeune âge (avant la 4^e) à la violence en mettant en avant un récit commun.
- Créer une cellule d'écoute, de soutien et de médiation psychologique et sociale entre parents et jeunes.
- Mettre en place des lieux d'accompagnement psychologique pour les jeunes et former les animateurs à la détection des troubles psychiques.
- Travailler à changer l'image des psychologues et les rendre plus accessibles pour que leur consultation ne soit plus tabou et soit financièrement abordable.
- Sensibiliser les plus grands pour qu'ils s'impliquent dans la prévention contre les violences auprès des plus jeunes et deviennent acteurs.

Sensibilisation aux réseaux sociaux

- Recruter des professionnels de la communication numérique (community manager) dans les services des villes avec les codes de la jeunesse.
- Faire de la prévention/sensibilisation aux réseaux sociaux auprès des jeunes.
- Travailler à faire évoluer la société de sorte à laisser moins de place aux smartphones et réseaux sociaux.
- Investir les réseaux sociaux avec de l'information institutionnelle adaptée et ciblée.

Une sécurité du quotidien et de proximité

- Remettre en place la police de proximité.
- Maintenir les moyens dédiés à la sécurité sur le territoire, voire les augmenter en renforçant la présence des forces de l'ordre.
- Trouver/retrouver des espaces de dialogue avec les jeunes, les forces de l'ordre, les équipes d'intervenants sociaux, etc.
- Désengorger les prisons afin qu'elles ne deviennent pas des lieux d'aggravation de la délinquance, et permette au contraire la réinsertion.
- Faire en sorte que la police ne soit pas visible uniquement lors des interpellations, mais aussi pour dialoguer avec les jeunes et créer des liens de confiance (ex. : tournoi jeunes/police).

II. ACCOMPAGNER LES JEUNES VERS LEUR AUTONOMIE

Donner aux jeunes les mêmes chances de réussite dans leur scolarité et orientation

- Développer le soutien scolaire du CP au BTS sur toute la ville et avec assez de places d'accueil, afin d'éviter le décrochage scolaire des jeunes.
- Il faut que l'accompagnement vers l'avenir professionnel intervienne au moment charnière (3^e).
- Donner l'occasion aux jeunes de se confronter aux réalités professionnelles beaucoup plus tôt dans leur parcours.
- Repenser le temps scolaire de sorte à ce qu'il coïncide mieux avec le fonctionnement organique des jeunes (corps en transformation, besoin de sommeil, etc.).
- Diversifier l'offre de stages et valoriser les missions données aux stagiaires.
- Plus d'accompagnement et de suivi des jeunes dans la longue durée avec des mentors : grands frères, éducatrice prévention, maison de quartier, tuteurs, etc.
- Mettre en place un forum des stages pour l'aide à la recherche de stage et pour favoriser la rencontre avec les employeurs.
- Repenser le système de formation en n'orientant pas les jeunes vers « des voies de garage » qui ne les intéressent pas, sous prétexte qu'il n'y a plus de places suffisantes dans les formations qui les intéressent. Il faut ajuster le nombre de places de formation disponibles en fonction de la demande, recruter les enseignants en fonction, et attribuer des moyens, dans l'objectif d'éviter de créer de la frustration.
- Plus de choix dans l'orientation notamment en 3^e.
- Un collège à proximité « *déjà il y aurait moins de violence* ».
- Que l'école fasse plus de place à la parole des jeunes, qu'elle soit moins descendante.
- Réduire les effectifs de classe pour un accompagnement plus fin.
- Mieux repérer et traiter les élèves en difficulté qui sont aujourd'hui noyés dans la masse.
- Proposer des activités extrascolaires tournées vers l'insertion professionnelle.

PROPOSITIONS

- Inciter, voire contraindre les entreprises à augmenter leurs offres de stages payés et d'alternance pour mieux coller aux souhaits d'orientation des jeunes, et rendre ces perspectives de carrière plus attractives que l'économie souterraine.
- Créneaux pour que les jeunes les plus âgés puissent aider les plus jeunes dans leurs devoirs en contrepartie d'une petite valorisation financière (10€/h).
- Permettre aux jeunes de choisir leur avenir en toute liberté, dès le moment de l'orientation scolaire.
- Repenser le fonctionnement et l'organisation de l'Éducation nationale, permettant d'allier instruction et formation continue aux activités qui attendent les jeunes à l'âge adulte (professionnelles, tâches du quotidien, etc.).
- Faire mieux connaître les métiers grâce à une meilleure information, mais aussi en ayant recours à des intervenants en milieu scolaire.
- Mieux encourager et accompagner les jeunes dans leur vocation, surtout dans le contexte de crise observé sur le marché de l'emploi.
- Aider les jeunes filles à trouver un stage de 3^e de qualité (elles sont souvent plus en difficulté que les garçons), car ça permet de s'ouvrir à d'autres horizons. Créer en ce sens un réseau de parents à Fleury pour aider les enfants des autres.
- Que des moyens forts soient donnés à l'orientation, en lien avec la Région et des maisons de quartier.
- Innover en terme de méthodes pédagogiques. Les équipes éducatives semblent, parfois, avoir démissionné.
- Le soutien scolaire devrait avoir lieu dans plusieurs endroits de la ville, et serait destiné à tous les enfants du CP au BTS avec des horaires différents :
 - primaire de 17h à 18h
 - collège de 18h à 19h30
 - lycée de 18h30 à 20h.
- Diffuser une meilleure information autour de la formation et réfléchir aux modalités pour mieux atteindre les jeunes.

Aide à l'insertion

- Proposer des ateliers de recherche d'emploi (CV, lettres de motivation, accompagnement aux entretiens...).
- Créer un forum spécial « jobs d'été ».
- Un conseil municipal des jeunes avec des jeunes d'âges différents, et de la délibération pour faire part de nos besoins et se former à l'exercice citoyen.

PROPOSITIONS

- Tremplins citoyens pour tous les âges, afin d'encourager et valoriser l'engagement citoyen.
- Créer des cours « d'apprentissage de la vie » : les jeunes y apprendraient à trouver un appartement, faire leurs papiers administratifs, gérer leur Sécurité sociale, etc. Ces cours pourraient être dispensés au lycée (mais manque de moyens des enseignants pour le faire), par des structures indépendantes (type PIJ), ou même par des associations de parents bénévoles.
- Inciter les jeunes à s'impliquer dans la vie associative, en mettant en avant l'intérêt que ça peut présenter pour eux et le sens que ça donne à leur existence.
- Réinstaurer un service citoyen/militaire permettant d'évaluer le niveau de lecture/écriture (et de remettre à niveau les personnes) et d'éviter ainsi que certains jeunes tombent dans la délinquance.
- S'appuyer sur le développement économique local pour créer des opportunités d'emploi dans les territoires les plus précaires et favoriser plus de mixité sociale.
- Encourager la mixité sociale en permettant aux jeunes de bénéficier d'un ascenseur social par rapport à leurs parents, et de s'installer une fois adultes au sein de leur territoire d'origine, mais avec une situation économique et sociale plus favorable.
- Former aux compétences nécessaires à la vie adulte, mais non enseignées, notamment les « compétences administratives » : être en capacité d'avoir recours à ses droits.
- Attirer les investisseurs publics et privés dans les quartiers pour soutenir l'emploi et les projets locaux.

Soutenir les adultes dans leur rôle de parent

- Ouvrir un espace de rencontre dédié aux parents (sur le modèle de l'ancien « espace Réussite éducative ») afin qu'ils puissent évoquer leurs difficultés, et recevoir des aides aux démarches administratives (ex. : sur les cartes de transport), car du bien-être des parents découle celui des jeunes.
- Reconnaître les enfants comme les enfants du quartier en développant les temps consacrés aux parents pour qu'ils se rencontrent.
- Important de travailler au bien-être des parents et à leur insertion sociale car cela a des conséquences directes sur l'état des enfants et leur avenir (lieux de parole, rencontres entre voisins, etc.).
- Dispenser des cours sur la gestion de la vie quotidienne en tant qu'adulte : apprendre à gérer les démarches administratives, trouver un logement, etc.
- Sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge aux enjeux environnementaux.

PROPOSITIONS

- Dispenser des cours pour apprendre aux jeunes de nos quartiers les « codes professionnels » : par exemple, comment se présenter lors d'un entretien d'embauche. Faire un suivi, par des éducateurs, des différents dispositifs ponctuels mis en place (comme les forums pour l'emploi).
- Faire des réunions entre familles pour libérer, décomplexer la parole des parents.
- Permettre aux familles ayant des difficultés de se réunir en présence d'un médiateur ou psychologue pour exprimer leurs difficultés plus sereinement et mieux dialoguer.
- Mieux orienter les parents vers les différentes aides auxquelles ils ont droit.
- Lieux d'alphabétisation pour les parents et d'accompagnement à l'accès au droit pour tous.
- Veiller à ce que les parents ne brident pas les enfants dans leurs ambitions et leur épanouissement.
- Impliquer les parents et leur donner des outils pour mieux appréhender leur rôle.
- L'État doit rétablir le rôle de la famille : lever le sentiment d'une épée de Damoclès qui pèse sur certains parents avec l'impression d'être jugés en permanence. Le rôle de l'État doit se recentrer sur les dispositifs pour aider les jeunes : définir les objectifs, se donner les moyens de les atteindre et évaluer la réalisation.
- Créer un lieu d'écoute physique et identifier les parents qui ont besoin d'aide, en s'inspirant des dispositifs de soutien à la parentalité (REAP) déployés par la CAF en partenariat avec la commune de Fleury-Mérogis.
- Amener les parents à pouvoir organiser eux-mêmes des actions, projets, etc. à destination des jeunes : « aller vers » pour inviter les parents à s'impliquer dans la vie locale. Exemple : journée jeux de société, ateliers thématiques, etc.
- Ateliers-rencontres pour débattre entre jeunes et parents.
- Construire une « Maison des familles » (lieu physique), dans laquelle se tiendraient des conférences-ateliers sur la parentalité, des aides et des orientations vers d'autres dispositifs, etc.
- Un espace dédié aux parents (voire seulement des mamans) afin de discuter des problématiques de leurs enfants et de se retrouver tous ensemble, mais aussi avec des personnes ressources, telle qu'une psychologue, comme avant à la Réussite éducative.
- Créer des associations de parents, à l'échelle des villes et au-delà, pour partager ses difficultés et trouver des solutions en commun.

III • LIEN SOCIAL ET VIVRE ENSEMBLE

Renforcer le lien social, la solidarité et développer l'aller-vers

- Créer davantage de moments conviviaux : repas, goûters, etc.
- Mieux communiquer auprès des jeunes : créer un Instagram institutionnel.
- Renforcer les référent.e.s (socio-éducatif, éducation préventive, etc.) en mettant en place des démarches d'aller-vers.
- Que les jeunes aient l'occasion d'être entendus pour mieux comprendre leur fonctionnement et leurs besoins (ex. : micro-trottoir).
- Pour rendre les quartiers plus faciles à vivre, développer la solidarité et la connaissance entre voisins, afin de reprendre le pouvoir face aux bandes qui tiennent les réseaux de deal.
- Aller vers les jeunes et améliorer la communication pour les informer sur les budgets disponibles grâce à la Politique de la Ville, afin de réaliser des projets individuels ou collectifs, et simplifier les procédures pour en bénéficier. Il faut notamment encourager le développement de projets en interaction avec d'autres quartiers. Objectif : utiliser les budgets qui sont déjà disponibles.
- Les services de droit commun (ex. : Pôle emploi) doivent développer des dispositifs « d'aller-vers » les jeunes.
- Plus d'espaces de dialogue et d'interconnaissance sur le territoire et ailleurs : ces ateliers devraient continuer.
- Plus d'informations et de communication sur ce qui existe déjà : accessibilité.
- Que les structures jeunesse se dotent d'animateurs qui fassent l'effort d'aller vers les jeunes et les mettent en confiance.
- Il faut faire davantage de rencontres entre générations.
- Multiplier les réunions d'expression en direction des jeunes.
- Favoriser les associations de quartier, car elles sont vectrices de proximité et de convivialité. Leur action est aussi plus directe.
- Que les institutions fassent plus de lien entre les territoires et favorisent l'interaction entre les habitants.
- Améliorer l'information sur les actions municipales.
- Créer un réseau de solidarité entre familles autour de la scolarité.
- Développer le tissu d'associations locales.

- Privilégier des lieux de rencontre et d'écoute.
- Renforcer des dispositifs collectifs comme les soirées de Noël, les fêtes de quartier, les soirées roller, tout ce qui peut créer du « vivre ensemble », mais encore plus de « faire ensemble ».
- Des animations collectives sur la ville : le Noël des quartiers, la soirée roller, les sorties familles plus nombreuses pendant l'été.
- Une assemblée une fois par mois pour discuter avec les associations.
- Restaurer la complicité entre les jeunes grâce à l'organisation de temps de dialogue et d'activités ludiques.

Lever les frontières entre villes et entre quartiers

- Dissiper les frontières psychologiques et symboliques entre les villes.
- Créer un évènement commun et fédérateur : les participants ont insisté sur la volonté que la Ville recrée des évènements festifs qui rassembleraient l'ensemble des quartiers et des générations.
- Accompagner la suite du projet de la fresque en hommage à la mémoire de Lucas.
- Travailler sur la cohésion du territoire à l'échelle de l'agglomération.
- Organiser un marché inter-quartiers sur une place de la ville : ça a brièvement existé pendant quelques mois, mais ça n'a pas perduré car les habitants des autres quartiers ne venaient pas.
- Accroître l'interconnaissance entre les quartiers avec des sorties, du sport, des activités communes, afin de créer un récit commun.
- Organiser des voyages inter-quartiers à l'étranger autour d'un projet commun à mener ensemble.
- Développer les activités inter-quartiers entre Fleury et Sainte-Geneviève-des-Bois et avec les plus petits : « *avant le collège. Au collège c'est trop tard* ».
- Créer des structures intercommunales qui permettent de mélanger les jeunes dès le plus jeune âge pour lever les barrières mentales et gommer le sentiment « d'étrangeté ».
- Il faudrait créer des structures inter-villes s'adressant en priorité aux plus jeunes, pour qu'ils apprennent à se côtoyer dès l'enfance et n'intègrent pas cette notion de « différence et d'étranger ».
- Maintenir et recréer des lieux où on fait dialoguer tous les habitants et toutes les générations.

PROPOSITIONS

- Faire reculer les inégalités entre les villes avec une meilleure redistribution pour interdire toute possibilité de frustration et de rapport de domination.
- Pour agir contre la violence, il est surtout urgent de désenclaver les villes, de lever les frontières pour créer un sentiment d'appartenance à un collectif. Ça permettra aussi aux jeunes d'avoir des perspectives d'avenir plus ouvertes et de ne pas s'enfermer dans des parcours de délinquance au sein de leur territoire d'origine.
- Créer des activités inter-quartiers et inter-villes pour donner une occasion aux personnes de villes différentes de se connaître et de créer des liens de convivialité.
- Développer la solidarité entre villes en créant des réseaux d'entraide, d'échange de services, d'accompagnement à la parentalité.
- Que les grands des villes voisines accompagnent les jeunes de Fleury dans leur ville pour leur faire découvrir leurs territoires respectifs, et aider à l'échange entre jeunes de villes différentes.
- Favoriser l'inter-quartier depuis la maternelle.
- Faire vivre à des jeunes issus de différentes villes des expériences de type chantier participatif, bénévolat, pour leur permettre de découvrir d'autres réalités et de faire solidarité ensemble.

Garantir une accessibilité universelle aux activités afin d'occuper les jeunes positivement

- Mettre en place des activités différenciées par tranches d'âge dans les structures et au service jeunesse.
- Une programmation pour les 11/14 ans, 15/17 ans, 17/20 ans et 20/25 ans.
- Changement des horaires durant les vacances scolaires : de 12h à 21h.
- Davantage de diversité dans les activités : culturelles, laser game, etc.
- Investir dans le service jeunesse pour en faire l'acteur central dans la gestion des activités jeunesse.
- Organiser une animation collective sur toute la ville entre jeunes et moins jeunes et donner davantage de moyens aux animations déjà existantes.
- Organiser des fêtes foraines pendant les vacances, comme ça peut être fait à Sainte-Geneviève-des-Bois. Mais il est difficile de trouver un lieu approprié.
- Améliorer la communication sur les animations existantes pour que le maximum d'habitants soient informés.
- Important d'avoir des sorties pour s'échapper, s'aérer l'esprit et se sociabiliser de manière sereine.
- Faire en sorte que tous les jeunes puissent accéder à toutes les activités, en créant des barèmes de prix justes au sein de l'offre municipale, mais aussi de l'offre associative.
- Négocier avec les autres villes pour qu'elles appliquent des prix d'activités égaux à ceux offerts à leurs administrés, et respectant un barème tenant compte des critères sociaux.
- Pour préserver l'avenir, il faut aider les jeunes à grandir en les occupant positivement.
- Mettre en place des activités ludiques en direction des jeunes favorisant l'échange, la rencontre (jeux collectifs, soirées roller, etc.).
- Investir pour permettre une offre d'activités diversifiée, adaptée à toutes les tranches d'âge.
- Développer encore davantage les activités sportives à destination des jeunes, exemple : tournois inter-sportifs. Le sport permet d'apporter un cadre, de se défouler, de la cohésion, un esprit sain dans un corps sain.
- Sortir les enfants de l'influence des médias, réseaux sociaux en proposant des activités et sorties (culturelles notamment) : rôle des parents pour mener ces activités et occuper les jeunes. Ex. : faire connaître l'Histoire et le parcours de vie des parents, faire réfléchir les jeunes à l'appartenance commune à la France, leur apprendre à décoder les médias, aller contre le sentiment de rejet vis-à-vis des jeunes...
- Plus d'activités pour les jeunes : sport, culture, etc.

Valoriser les jeunes et leurs compétences

- Répertorier et valoriser les « bons exemples de réussite » parmi la jeunesse. Exemple : raconter le parcours d'un jeune devenu avocat, inciter les jeunes à utiliser les compétences qu'ils peuvent avoir dans des activités légales, commencer l'éducation à ces parcours dès le plus jeune âge et mettre en confiance les jeunes.
- Écouter les jeunes pour qu'on ne parle pas à notre place (« *c'est pour ça que c'est bien aujourd'hui* »), notamment dans les médias et ainsi changer les représentations.
- La réalisation de clips inter-quartiers pour réunir les jeunes autour de projets valorisants, où la coopération et le partage sont attendus. Un bon moyen de s'exprimer autrement et de mieux se comprendre.
- Monter des évènements de valorisation des jeunes pour leur permettre de prendre confiance en eux (festival de talents, activités pratiques, etc.).
- Faire entendre les jeunes et les valoriser en soutenant la création de projets et les initiatives.
- Travailler sur l'estime de soi.
- Mettre en responsabilité les jeunes, par exemple les associer à des groupes de travail sur des projets portant l'élaboration de futures infrastructures, etc. Cela leur donnerait confiance dans leurs capacités à s'exprimer et agir. Par exemple des projets innovants portés par les jeunes pour valoriser la commune de Fleury-Mérogis, la faire rayonner et lui donner une renommée (un peu comme la « lucarne d'Évry » a permis de faire une bonne pub). Exemple : concours de débats.
- Mettre en avant d'autres figures de réussites chez les jeunes que les dealers ou gangsters, en les faisant rencontrer ceux qui ont réussi sur le plan professionnel et scolaire.
- Reconnaître les compétences non classiques des jeunes (ex. : influenceur qui se forme au marketing de fait, sur le tas) et reconnaître toutes les compétences (« *rien n'est inutile* »).
- Créer un média alternatif (vidéo, webradio...) où les jeunes racontent leur quartier pour contrer l'image diffusée par les médias traditionnels. Il faut changer l'image qu'on a de nous-mêmes et le regard des autres.

IV. SE DONNER UN MEILLEUR ESPACE À VIVRE

Des structures adaptées aux besoins des jeunes

- Expérimenter la création d'une structure en accès libre pour les jeunes. Ces derniers pourraient y venir en autonomie pour mener des activités, se rencontrer, etc. Idée d'une structure en auto-gestion expérimentale de type salle polyvalente.
- Création de structures extérieures sportives en accès libre : street workout, city park, etc.
- Développer de nouvelles infrastructures et activités pour les jeunes de plus de 18 ans, avec des animateurs organisant des activités ou aidant aux démarches administratives, à la recherche de formations et d'emplois, etc. Les jeunes pourraient y venir quand ils le souhaitent et s'y poser autant de temps qu'ils le veulent (sans rendez-vous).
- Créer des lieux de convivialité dans la ville afin de pouvoir se rencontrer.
- Pour favoriser le lien social, il faut favoriser les possibilités d'expression libre en créant des structures qui le permettent : école ouverte, évènements culturels, repas solidaires.
- Créer des infrastructures pour que les jeunes puissent se retrouver, discuter et créer des projets ensemble.
- Créer des lieux où se retrouver entre jeunes et où on a accès à des services.
- Le Chalet semble devoir être agrandi, avec un espace d'accueil différencié selon les âges. L'activité d'aide aux devoirs devra avoir une place importante.
- Un ou des lieux d'accueil pour aider les parents dans leurs démarches administratives concernant la CAF, les impôts, la préfecture, les transports, Pôle emploi, le logement, la scolarité, les aides...
- Pour les plus de 18 ans, il s'agit d'avoir un lieu et des activités afin de se retrouver et d'éviter de traîner dehors : ce lieu doit être animé par des professionnels.
- Faire une pétition pour avoir un collège à Fleury-Mérogis.
- Créer des lieux où les jeunes peuvent se retrouver.
- Gymnase : étendre les horaires d'ouverture des structures le vendredi et le week-end.

Pour un urbanisme permettant aux jeunes de se sentir bien sur leur lieu de vie

- Sentiment que « *la ville est sale* », « *que les gens font de moins en moins attention à leur ville* ».
- Sensibiliser les habitants à la propreté.
- Associer les jeunes à la décoration et l'embellissement de la ville.
- Détruire ou se réapproprier les magasins fermés et repenser la place du 8 Mai (réaménagement à prévoir) pour lui redonner vie.
- Installer des jeux pour enfants aux Résidences, développer les espaces verts et les assises dans la ville qui permettent aux jeunes de se rencontrer.
- Sensibiliser les enfants dès le plus jeune âge aux enjeux environnementaux.
- Repenser le cadre de vie et l'aménagement urbain des villes : en finir avec les cités-dortoirs au profit de villes favorisant la rencontre. C'est déjà une dynamique en cours qu'il faut appuyer.
- Se réapproprier l'espace public en faisant des actions « hors les murs » et en allant vers les jeunes.
- Faire preuve de volontarisme politique et faire évoluer les lois afin d'agir structurellement contre la ghettoïsation.
- Rendre accessibles les nouveaux espaces publics aménagés (urbanisme) pour en faire des lieux de rencontres entre habitants.

Pour des transports publics favorisant la mobilité et cassant la fracture territoriale

- Créer une ou plusieurs lignes de bus supplémentaires et déployer des bus de qualité afin de permettre aux jeunes de se déplacer : de l'intérieur à l'extérieur de Fleury, vers la Croix Blanche, vers le collège Paul-Eluard, vers l'Agora d'Évry, etc.
- Développer de nouvelles liaisons cyclables sécurisées et continues jusqu'aux différents points d'intérêt (ex. : Agora d'Évry).

V. GOUVERNANCE DES POLITIQUES DE JEUNESSE

- Faire de la jeunesse une priorité politique à différentes échelles territoriales (de la commune à l'État) pour garantir leur sécurité et leur avenir.
- Un ministère de la Jeunesse et des Sports.
- Travailler en synergie avec les différents acteurs des différents territoires (institutionnels, associatifs, etc.) pour informer, communiquer et valoriser les dispositifs existants (aide aux devoirs, etc.).
- Plus de transversalité dans les institutions en les ouvrant au bénévolat, notamment dans le domaine de la politique de jeunesse.
- Mieux coordonner les acteurs pour mutualiser les moyens et actions.
- Faire de la jeunesse une « *grande cause nationale* », en mettant notamment en avant les questions de précarité des jeunes.
- Bien orienter les financements pour la jeunesse vers les acteurs de terrain et non pas des « *gens qui sont derrière des bureaux, déconnectés des réalités* ».
- Augmenter l'investissement public en direction des jeunes et des lieux de culture qui leur sont destinés.

UN IMMENSE MERCI À TOUS LES PARTICIPANTS !

Sylvie BAROUHIEL; Salah ADAM; Rachid ADELLAH; Alamine AHAMED; Daouda AHAMED; Ibrahim AHAMED; Mansour ALDOMA; Mohamed ALDOMA; Moubarack ALDOMA; Salah ALDOMA; Bouity ALLEGRA; Souad AMIRI; Louna AMISSAH; Walid ANAFLOUS; Jafet ANEKOMBA; Lucie ANEKOMBA; Slorane AZEROT; Raphaël BAMBE; Christèle BARBILLON; Michel BLANCHET; Messon BEAUSEJOUR; Houcine BENTAYEB; Mohamed BENTAYEB; Rabia BENTAYEB; David BERNARD; Trecis BETOFE; Mylène BONCOEUR; Allegra BOUITY; Emilie BOUKTAIB; Ayman BOURAHLI; Wahiba BOURAHLI; Sophie BOUVET; Orane CARABINE; Edith CHAPDELAINE; Thibaud CHARPENTIER; Sammy CHRONE; Stéphanie COSENZA (BENZEBOUDJ); Fousseyni DAOU; Assetou DAOU; Farid DARIB; Virginie DEBAUVE; Jamesy DESRINEAUX; Magida DIABATE; Maïta DIABATEÂ; Mariam DIABATE; Fanta DIAKITE; Raya DIALLO; Josiane DIDEROT; Nelson DIJON; Salimata DOUBIA; Oussame DOUMBA; Gretta DOURAKU; Issam ENNAÏD; Eric EPHRITIKHINE; Fabienne ETIFIER; Daniel FELLER; Cloé FORSAIN; Kagny GASSAMA; Véronique GILBERT; Naura GLAHORE; Ibrahim GOMES; Ossomba HERMINA; Thiévane JEAN-LOUIS ; Matys JEANNOT; Pamela JEANNOT; Océane KAMBOU; Mohamed KANTE; Sarah KENISBERG; Amar KHIDER; Mongi KRIFA; Ralia LAOUARI; Nicole LAROCHE; Grégory LAVISNE; Yannick LEDILHUIT; Jean-Pierre LEPERD; Nathiarath LELOU; Yasinte LELOU; Melveen LEON; Layan LOPES; Ynes LOPES; Océane LULENDO; P. MAKOUZA; David MALONGA; Singui MANE; Emma MANKONDZ; Andrea MASTAI; Célia MASTAI; Maria MASTAI ; Jérémi MATSIMA ; Zelaikha MEHALLI; Aubin MIENANZAMBI; Sabry MNAFAKH; Gautier MOSSOMBA; Jean MPOYI; Chaambani M'SSA; Aminata NDIAYE; Mareme NDIAYE; Georges NIARI; Jérôme NICOLAS; Laure NICOLAS; Jérémie NVUEMBA; Carole OLIVETTE; Christine ORTIZ; Fanta OUATTARA; Charihane OUZAID; Astrude POTEAU; Carole PRIEST; Samira RAHMOUNE; Yassine RAMDAN; Thomas RAYNEAU; Yvette RENOUF; Kilroy REYEN; Céline REYEN; Illan RODIER; Christophe ROSNY; Mohamed SACKO; Aristide SAFON; Aboubakar SAKANOKO ; Mubarak SALAH; Mohamed SALAHDIN; Aminata SALLY; Khoddy SEXTIUS; Fatouma SISSOKO; Koumba SISSOKO; Moussa SISSOKO; Yahaya SOUKOUNA; Foulemata SOUKOUNA; Adama CAMARA; Fatimata SY; Abdoulaye SYLLA; Adja SYLLA; Bruno TAILLANDIER; Talem TAMEEMI; Dieudonné TAMPEGOU; Karl TAMPEGOU; Yann TAMPEGOU; Galadjé TANDIA; Maryam TANDIA; Yasmine TCHABI; Mustapha TEREJOUTE ; Maxence TISON; Fouad TOBAZA; Rokia TOUNKARA ; Josette TRONCHET; Malika ZIANI

...Et tous les autres !



Constats

est-ce que
c'est possible

- Être à l'école, dans, après
- > travailler en tant que ?
- Recherche, études
- Recherche écrite des points par
les points.
- Recherche scolaire
- > on est en fait dans un état S
- > état de l'opinion chez les points
sur la façon de les poser
- Recherche écrite des points, beaucoup
d'écrits, de notes
- la main avec des questionnaires
- 1-23 ans ? Pas de la même
- Pas de notes, seulement des notes par
l'écrit
- les points, c'est un point

Points en termes de la vie

- point de la vie
- Apprendre à vivre en tant que
- > points en termes
- Recherche

Recherche
-> planifier

Proposer





Ville de
**Fleury-
Mérogis**

12 rue Roger-Clavier
91700 Fleury-Mérogis
01 69 46 72 23
mairie@mairie-fleury-merogis.fr

